

Observatoire de l'Asie du Nord-Est

Synthèse finale

Synthèse réalisée pour le compte de la Délégation aux Affaires Stratégiques selon une
procédure adaptée n°2004/037

SOMMAIRE

<i>Note 1</i>	3
<i>L'évolution des rapports de force sur les questions de défense au Japon après les élections sénatoriales</i>	3
<i>Note 2</i>	11
<i>La Chine et les opérations de maintien de la paix</i>	11
<i>Note 3</i>	16
<i>L'évolution des relations sino-japonaises</i>	16
<i>Note n° 4</i>	21
<i>Les relations Chine-Afrique</i>	21
<i>Note n° 5</i>	25
<i>Etats-Unis - Japon : état des lieux</i>	25
<i>Note 6</i>	31
<i>Le Japon et l'Asie du Sud-Est</i>	31
<i>Note 7</i>	35
<i>Les rééquilibrages stratégiques en Asie après le raz de marée</i>	35
<i>Note 8</i>	40
<i>La relation Japon -Taiwan</i>	40
<i>Note 9</i>	44
<i>Le Japon et l'ONU</i>	44
<i>Note 10</i>	49
<i>Le Japon face à la menace nord-coréenne</i>	49
<i>Note 11</i>	56
<i>La relation Japon – Union Européenne</i>	56
<i>Note 12</i>	61
<i>Les paradoxes de la relation Russie-Japon</i>	61

Note 1

L'évolution des rapports de force sur les questions de défense au Japon après les élections sénatoriales

Les élections sénatoriales au Japon, qui renouvellent la chambre haute par moitié tous les trois ans selon un système complexe, ont eu lieu au mois de juillet 2004. **La participation a été relativement honorable - 56 % - pour l'archipel, marquant l'arrêt d'une apparente désaffection du public pour le jeu politique traditionnel.** On a voulu voir dans ces élections un test et une sanction pour le premier ministre Koizumi, les résultats mitigés de ce dernier : 49 conseillers PLD élus contre les 50 espérés, mais maintien de la majorité du PLD allié au Komeito en dépit d'une forte progression du DPJ (Minshuto) **ont assuré la survie politique du premier ministre, normalement assuré de deux années de « pouvoir » sans échéances majeures.**¹

A l'examen des résultats et des débats qui ont entouré l'élection, l'impression qui domine est celle d'une priorité absolue accordée aux questions de politique intérieure, et notamment à la question des retraites, alors que le Japon est impliqué dans deux crises majeures en Corée du Nord et en Irak. Mais contrairement aux analyses communes, **on peut toutefois considérer que, si les enjeux de défense et de politique extérieure ont en effet été un quasi non-sujet, c'est paradoxalement parce qu'un sentiment consensuel d'acceptation du rôle nouveau joué par le Japon sur la scène internationale semble s'être établi.**

Signe de cette évolution majeure : 80% de la population se dit favorable à une révision constitutionnelle selon un sondage publié au mois de janvier 2004 par le *Japan Times*.²

A la suite de ces élections, on constate donc une accentuation de l'évolution du paysage politique vers le bipartisanisme. **Les partis traditionnellement fortement opposés à toute évolution sur les questions de défense comme le Parti communiste du Japon (JCP, Kosanto) et plus encore le parti socialiste (SDP, shaminto) ont été laminés**, ne conservant respectivement qu'9 et 5 sièges. Le SDP, qui paie notamment sa négation de la responsabilité nord-coréenne dans les kidnappings de citoyens japonais, s'interroge sur une éventuelle fusion avec le Parti démocratique (JDP, minshuto) dont les progrès ont été remarquables mais n'ont pas permis de renverser la majorité du PLD à la Diète. De son côté, l'alliance PLD-Komeito apparaît comme consolidée sur le plan électoral à la suite d'une défaite limitée.

¹ Le PLD conserve 139 sièges sur 252.

² *Japan Times*, 27-01-2004.

Ce redécoupage bipartisan pèse sur les orientations des deux grands partis qui doivent intégrer les courants de pensée qui les ont rejoint. Ainsi, nous verrons que – d’une manière édulcorée - le JDP reflète certaines tendance « pacifiste » du SPD, alors que le PLD doit tenir compte des positions particulières du Komeito en matière de révision constitutionnelle. Ainsi, **le bipartisanisme et les regroupements qu’il impose forge et accompagne le consensus relativement modéré et toujours prudent qui semble s’établir au Japon dans l’opinion publique sur les questions de défense, entre le refus d’un pacifisme perçu comme irréaliste, particulièrement à la suite de l’affaire nord-coréenne, et le refus d’un engagement belliciste trop important à l’extérieur.**

Significativement, alors que lors de la prise d’otage d’un journaliste japonais en Irak au mois d’avril 2004 plus de 70% des personnes interrogées dans un sondage se déclaraient favorables au maintien des troupes japonaises en Irak, 58 % se sont déclarées au contraire hostiles à la participation du Japon à la force internationale en Irak au mois de juin de la même année. Mais, **plus que l’engagement japonais, c’est le cavalier seul du Premier ministre Koizumi qui, sans respect des règles de la recherche du consensus avait annoncé cet engagement à Georges Bush lors de la réunion du G8 du mois de juin 2004, a été critiqué.** Ceci d’autant plus que les révélations concomitantes sur les sévices de l’armée américaine dans les prisons irakiennes ne pouvaient que mettre le Japon et son opinion publique dans l’embarras.

Ainsi, si l’opinion publique est prête à voir le Japon jouer un rôle plus engagé sur la scène internationale, y compris sur les questions de défense, elle rejette toujours ce , depuis la défaite, constitue un tabou majeur : un gouvernement trop personnalisé évoquant le spectre de la dictature militariste. C’est sur ce point que Koizumi a été sanctionné, plus que sur les orientations du PLD en matière de défense.

Si l’on met de côté les questions des retraites et de l’économie, qui ont constitué selon les sondages le premier enjeu de ces élections, on trouve au second plan les enjeux de l’engagement en Irak et la Corée du Nord. Mais si 47 % des personnes sondées ont placé la question des fonds de pension au premier rang des facteurs influant leurs votes et 24% les questions économiques, seules 10% ont placé l’Irak au premier rang de ces facteurs et à peine 3% La Corée du Nord.³

³ Watanabe Tsuneo, *Japan Watch*, 19.08.2004, www.csis.org/japon

1. Les évolutions des grands partis politiques en matière d'engagement extérieur et de politique de défense

Nous ne traiterons pas ici du SDP et JCP, très marginalisés et dont les positions sur les questions de défense n'ont pas véritablement évolué. Les deux parties dénoncent l'envoi de troupes en Irak et une éventuelle révision de la constitution. Seule le traitement de la question Nord-Coréenne, qui avait coûté à l'ancienne responsable du SPD Madame Doi son siège de député, a fait l'objet d'une réévaluation.

Le Minshuto (JDP)

Divisé sur les questions de défense et de politique étrangère en raison des tendances diverses qui le compose, le Minshuto semble avoir en partie repris auprès de l'opinion public et de l'électorat le rôle de gardien des principes assumé par le SPD. Toutefois, le degré d'opposition à de possibles évolutions en matière de défense ou concernant le rôle du Japon sur la scène internationale, est beaucoup plus modéré que dans le cas du SPD. **Cette évolution modérée sur des thèmes jadis particulièrement sensibles reflète celle de la population dans son ensemble.**

Sur des sujets plus généraux de politique étrangère, le Minshuto se prononce en faveur d'un Japon plus autonome par rapport aux Etats-Unis – tout en ne remettant pas en cause les fondements de l'alliance nippo-américaine – et d'un Japon mieux intégré à l'ensemble asiatique.⁴ **En ce qui concerne les Etats-Unis, le JDP dénonce « l'engagement aveugle »** et recherche une intégration plus étroite du Japon à l'ensemble asiatique. Enfin, en ce qui concerne le statut du Japon sur la scène internationale, le JDP est également en faveur de l'attribution à Tokyo d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, et assume les obligations liée à cette revendication en matière notamment d'opération de maintien de la paix – dans de strictes limites – sous autorité de l'ONU.

En ce qui concerne la politique de défense, le Minshuto est favorable à une restructuration des forces permettant de faire face aux « nouvelles menaces » balistiques et terroristes et de s'intégrer à des forces multinationales pour des missions humanitaires dans le cadre de l'ONU tout en limitant le budget de la défense. **En ce qui concerne la révision constitutionnelle du statut des forces d'autodéfense, le Minshuto – encore une fois divisé sur le sujet - a**

⁴ En cas de victoire du JDP lors des prochaines échéances électorales de 2006, des interrogations pourraient se poser quant à l'évolution des relations nippo-américaines, particulièrement en matière de défense, si le nouveau gouvernement s'oriente vers une évolution « à la sud-coréenne ».

adopté une position attentiste, annonçant au mois de janvier 2004, des propositions pour 2006, après les prochaines échéances électorales.

Le cas de l'Irak témoigne de cette position prudente, **le SDP ne s'est pas opposé à l'envoi de troupes en Irak dans un cadre très strictement limité**, en revanche il a fortement dénoncé, à la veille des élections, le suivisme du Premier ministre à l'égard des Etats-Unis et ses méthodes de décision en ce qui concerne la participation du Japon à la force internationale, cantonnant ainsi le débat à une question de politique intérieure.

Toutefois, si le JDP, moins engagé que le PLD sur les questions de défense et de politique extérieur, a remporté un succès électoral certain, ce succès doit être analysé en regard de la défaite majeure du SPD, qui occupait les positions les plus radicales sur ce créneau, mettant ainsi en évidence une modération et un nouveau réalisme, y compris au sein des franges de l'électorat les plus traditionnellement favorables aux thèses isolationnistes et pacifistes.

Le Jiminto (PLD)

En dépit de positions généralement plus favorables à un certain « interventionnisme » du Japon sur la scène internationale, y compris en ce qui concerne les questions de défense, ainsi qu'à la révision de la constitution, **le PLD est également traversé de courants divers et doit tenir compte d'une opinion publique qui en la matière, en dépit d'évolutions très sensibles depuis la fin de la guerre froide, demeure extrêmement prudente**. De plus, l'alliance électorale du PLD et du Komeito, le parti bouddhiste émanant de la secte soka gakkai, ainsi que le poids électoral du Komeito au sein de cette alliance, particulièrement évidant lors des dernières élections sénatoriales (11 sièges gagnés par le Komeito), imposent au PLD de tenir compte des positions plus traditionnellement plus « pacifistes » du Komeito. Le Jiminto se prononce en faveur d'une révision de la constitution avant les prochaines échéances électorales, alors que le rapport de la commission de révision constitutionnelle de la Diète doit être remis au cours de l'hiver 2004-2005. L'importance pour le PLD des thèmes « nationalistes » ou liés à la défense a également été mise en évidence par l'expédition très médiatisée du Premier ministre au larges des îles Kouryles au début du mois de septembre 2004, à quelques semaines du renouvellement de son mandat à la tête du PLD.⁵

La défaite limitée du PLD au mois de juillet 2004, démontre également **qu'une politique étrangère plus affirmée et un engagement sur un théâtre de guerre controversé comme l'Irak ne constituent plus des motifs majeurs de rejet pour la population**.

⁵ Entretien avec Tachikawa Kyoichi, NIDS, 5 septembre 2004.

Le Komeito

Le Komeito a procédé, notamment à la suite des révélations concernant les personnes kidnappées par la Corée du Nord, à une évolution sensible de ses positions concernant les questions de défense, évolution également imposée par la stratégie d'alliance avec le PLD. **Le Komeito considère qu'une révision de la constitution n'est pas nécessaire, mais des évolutions possibles sont envisagées.** Le Komeito est également favorable à la mise en place d'un partenariat plus égal avec les Etats-Unis, mais il s'agit en réalité là d'une tendance lourde à la fois de l'opinion publique et de l'ensemble des partis sous des expressions diverses. Le Komeito est également opposé à la reconnaissance du droit de défense collective au-delà des frontières de l'archipel. Enfin, le Komeito s'affirme pour le respect de « l'esprit » de la constitution et dénonce par exemple les visites « privées » au sanctuaire (shinto et non bouddhiste il faut le rappeler) de Yasukuni du Premier ministre.

En revanche, **le Komeito s'est prononcé en faveur des *Contingencies Law* récemment adoptées afin de définir le cadre légal de mobilisation et d'action des forces d'autodéfense**, loi qui peuvent être assimilées à une sorte de « reconnaissance » officielle si ce n'est constitutionnelle des FAD. Par ailleurs, le Komeito s'est prononcé pour la mise en place d'un système de défense anti-missile de théâtre, à condition que la « théâtre opérationnel de défense » soit parfaitement et strictement défini.

2. Les positions d'une mouvance plus radicale

Mais si le PLD doit tenir compte de ses alliances et de l'opinion publique dans la formulation et l'expression des positions du Parti en matière de politique extérieure et de politique de défense, il est indéniable qu'il existe au sein du Parti mais également au sein de certains ministères comme le ministère des Affaires étrangères, pourtant traditionnellement très prudent, ainsi que des forces d'autodéfense, un courant plus radical avec lequel le premier ministre Koizumi semble – dans une certaine mesure entretenir des affinités.

Ce courant s'exprime également par la voix de certains experts appartenant à des instituts de recherche ou à des centres de formation liés aux forces d'autodéfense comme le NIDS ou l'Académie de Défense. Toutefois, il serait faux de considérer la position de ces instituts comme monolithique. Des débats et des oppositions parfois vives s'expriment librement en leur sein, notamment au NIDS.

Enfin, cette mouvance s'exprime également au sein de journaux et revues comme le quotidien *Sankei* ou les revues *Seilun* ou *Shokun*. Enfin, **les programmes d'information de la chaîne de télévision NHK expriment des positions beaucoup moins conciliatrices ou prudentes que par le passé sur des questions traditionnellement délicate comme l'immigration chinoise ou la Corée du Nord.** De même, la chaîne nationale NHK sert de relai à la **transmission d'images extrêmement positives du rôle et de l'action des FAD envoyées à l'étranger, notamment en Irak contribuant ainsi à une évolution progressive de l'opinion publique.**

Plus fondamentalement, on peut noter en relation avec ce courant, **un intérêt très important et relativement nouveau pour la renaissance de l'ère Meiji, qui fit du Japon au début du siècle, une grande puissance « normale » sur la scène internationale,** dans un cadre différent du militarisme précédant la seconde guerre mondiale.⁶ Comme l'exprime Yamasaki Taku, secrétaire général du PLD, « Nous devrions écrire notre propre constitution, comme nos ancêtres l'ont fait à l'ère Meiji ».⁷

On trouve au sein de ce courant des personnalités dont l'influence, notamment sur le premier ministre, ne peut être niée, comme Ishihara Shintaro, le gouverneur de Tokyo, auteur de *Iiye to ieru Nippon*, Ozawa Ichiro, auteur de *Nihon Kaizo Keikaku* qui posait en 1994 les bases du débat toujours d'actualité sur le retour à la « normalité » du Japon (*Futsu na kuni*), même si Ozawa Ichiro lui-même se trouve aujourd'hui relativement marginalisé.

Par ailleurs, la portée du « radicalisme » de cette mouvance doit également être mesurée. **Il ne s'agit pas d'une volonté de retour au « militarisme » d'avant-guerre, mais d'une volonté d'affirmation des intérêts de la puissance japonaise.** Il s'agit également d'une **volonté de développement des capacités de défense plus autonome des intérêts du Japon,** aboutissant à une reconnaissance du statut « normalisé » du Japon, particulièrement dans sa zone.

On retrouve au sein de cette mouvance « radicale » un certains nombres de thèmes ou de chevaux de bataille dont certains ont d'ores et déjà été traduit politiquement. Il en est ainsi de **l'aide au développement, dont le montant a été réduit et surtout orienté dans un sens considéré comme plus favorable aux intérêts stratégiques et de sécurité de Tokyo.** En 2004, le budget ADP du Japon a été réduit de 10% pour atteindre 8 milliards de dollars. Dans le même temps, le processus de réorientation du budget ADP de la RPC vers l'Inde ou les

⁶ On peut rapprocher cette évolution de l'intérêt manifesté en Allemagne, et particulièrement à Berlin, pour la période de la puissance Wilhelmiennne.

⁷ Cité par Eric Johnston, *Japan Times*, internet. Watanabe Tsuneo, *Japan Watch*, 19.08.2004, www.csis.org/japon

pays les plus pauvres d'Afrique s'est poursuivi, selon une double stratégie de constitution d'alliances de revers contre la RPC en Asie et de reconnaissance politique dans une optique onusienne en Afrique. Cette évolution manifeste une tendance évidente dans le courant radical mais pas uniquement, qui est le **refus croissant de la « culpabilité imposée » après la seconde guerre mondiale par une Chine perçue comme de plus en plus menaçante**. Le Premier ministre Koizumi, par son style politique et sa manière d'agir, incarne aux yeux de ce courant ce **refus revendiqué de « baisser la tête » fortement exprimé par les visites répétées au sanctuaire de Yasukuni**.

En ce qui concerne les relations avec les Etats-Unis, on distingue très nettement une évolution qui va dans le sens de la revendication d'une plus grande autonomie – notamment en matière de capacité et de prise de décision – dans le cadre de l'alliance de sécurité qui n'est toutefois pas ouvertement contestée, même si l'on s'interroge sur ses limites. Mais cette volonté d'autonomie n'est pas fondée, comme dans le cas du SPD ou encore moins du JCP, sur le pacifisme, mais sur la volonté de doter le Japon des moyens d'assurer la défense de ses propres intérêts.

Enfin, en matière de régionalisme, on retrouve également au sein de cette mouvance, dans une réponse aux ambitions de puissance de la RPC, un courant favorable à une division inégalitaire du travail – à l'opposé du processus de régionalisation européen - permettant à la superpuissance économique japonaise de préserver son statut en tirant parti de l'avantage d'une Chine cantonnée au statut de marché gigantesque et de pays atelier.

Cette mouvance s'est exprimée à travers plusieurs déclarations ou « fuites » plus ou moins provocatrices concernant les questions de défense, fuites généralement immédiatement dénoncées mais jouant le rôle d'autant de « ballons d'essai » ou de signaux sur des questions particulièrement sensibles.

Ainsi, au mois de novembre 2003, un fonctionnaire de l'Ambassade du Japon à Washington, Aogawa Naoyuki, se prononçait pour un « changement de régime » en Corée du Nord, reflétant les thèses les plus radicales d'une partie de l'Administration américaine. Autre thème plus sensible, Fukuda Yasuda, Chef de Cabinet (*Chief cabinet secretary*) s'interrogeait sur la raison pour laquelle le Japon ne pouvait disposer d'une force de dissuasion nucléaire, particulièrement face à la Corée du Nord. Dans le même temps Shinzo Abe, secrétaire général adjoint du PLD (*Deputy chief secretary*), suivi par Ozawa Ichiro, affirmait que rien dans la Constitution n'interdisait au Japon de se doter de missiles balistiques « au cas où la Chine menacerait le Japon ».

Mais si la portée de ces déclarations provocatrices doit être relativisée, on doit constater que les tendances exprimées par ces courants radicaux accompagnent en réalité une évolution graduelle de l'opinion publique japonaise depuis la fin de la guerre froide, dont le principal facteur est celui de la perception de menaces directes de la part de la Corée du Nord et de la République populaire de Chine.

A ce sentiment croissant d'inquiétude – qui suscite en retour une **compréhension accrue pour les thèses favorables à un développement des capacités de défense de l'archipel**, s'ajoute une **volonté apparemment contradictoire de ne pas être entraîné dans des scénarios « aventuristes » par un allié américain dont l'unilatéralisme est de moins en moins accepté**. Ceci d'autant plus que les garanties de sécurité offertes par Washington apparaissent également comme plus fragiles qu'à l'époque de la guerre froide.

Dans un paysage politique beaucoup plus complexe, tous les ingrédients sont donc réunis pour rendre plus acceptable par l'opinion publique, cette volonté d'autonomisation et de « normalisation » de la puissance japonaise que les partenaires de Tokyo – particulièrement la France et l'Union européenne - auront à prendre en compte.

Note 2

La Chine et les opérations de maintien de la paix

La Chine a décidé de s'investir significativement dans les opérations de maintien de la paix (OMP). Depuis la première mission en 1990, 10 ans après l'inauguration de la politique de réformes et d'ouverture par Deng Xiaoping, et 19 ans après l'entrée de la RPC à l'ONU, la Chine a participé à une dizaine d'opérations de maintien de la paix. Toutefois, ces opérations ont longtemps été d'un niveau très limité voir symbolique. En 2002, une cinquante de Chinois participaient aux OMP,⁸ mais il ne s'agissait que d'observateurs.

Il faudra attendre le mois de janvier 2002 pour que la Chine accepte de prendre part au mécanisme stand-by de l'ONU pour les OMP, mettant à la disposition de l'ONU des observateurs, des unités du génie et de transport et des unités médicales. Il s'agissait de ce fait de contribuer au renforcement du rôle de l'ONU dans la gestion des crises internationales, en accord avec les positions officielles de Pékin en la matière. La même année, le nouveau livre blanc de la défense chinoise mentionnait la participation aux opérations de maintien de la paix comme une mission importante de l'APL.

En 2003, le niveau de la participation chinoise a considérablement augmenté. Au mois d'avril, un détachement du génie de 163 hommes et un détachement médical de 43 hommes ont été envoyés en RDC. Il s'agissait du premier envoi de troupes depuis la première opération chinoise au Cambodge en 1993, qui avait mis en évidence de très nombreuses lacunes. Au mois de mars 2004, 550 hommes des unités du génie, du train et médicales ont à leur tour été envoyées au Liberia.

Tant en ce qui concerne l'aspect quantitatif que la définition des missions, on a donc assisté à un remarquable bond en avant de la participation chinoise.

Au mois de septembre 2004 une nouvelle avancée a été accomplie avec l'envoi à Haïti de 130 hommes de la PAP pour une mission de police et de maintien de l'ordre. Cette dernière mission en Haïti est d'autant plus significative que Haïti, qui a reconnu Taiwan, n'entretient pas de relations diplomatiques avec Pékin. Il faut se souvenir que dans le cas de la Macédoine, qui reconnaissait également Taiwan, la RPC avait mis son veto à la prolongation d'une OMP de l'ONU par mesure de rétorsion. De plus, il s'agit d'une première mission impliquant la participation d'unités combattantes des forces de police. Dans

⁸ 9 pour la MONUC, 5 en Ethiopie, 1 au Moyen-Orient, 11 au Koweït, 6 en Sierra Leone, et 16 au Sahara occidental.

le même temps, 12 policiers ont également été envoyés au Kosovo. On assiste donc à un élargissement des missions et des théâtres d'opération, dans les Caraïbes, aux portes des Etats-Unis, et au cœur de l'Europe.

Les raisons du renforcement de la participation chinoise aux OMP

On peut se demander ce qui motive cette évolution remarquable de la stratégie chinoise en matières de participation aux opérations de maintien de la paix. Dans les dernières années du maoïsme et de la bande des quatre, la Chine refusait pour des raisons idéologiques le principe même des opérations de maintien de la paix. **Au cours des années 1980, le processus de modernisation et d'intégration progressive de la Chine des réformes au système mondial avait entraîné une évolution nette de Pékin en la matière. Le niveau de ses capacités militaires ne lui permettra toutefois pas d'envisager une implication concrète avant les années 1990. Comme nous l'avons vu, cette participation s'est limitée à l'envoi d'observateurs puis d'unités non-combattantes jusqu'au tournant de 2003-2004.**

Cette montée en puissance quantitative et qualitative répond pour Pékin à un certain nombre d'objectifs divers et complémentaires. **La première motivation est sans doute celle de la légitimité internationale. La RPC a depuis les débuts des années 1990 une stratégie d'affirmation de puissance appuyée sur son remarquable développement économique. Cette montée en puissance peut inquiéter, notamment les voisins de Pékin, la participation active de la Chine aux opérations de maintien de la paix permet à Pékin de mettre en avant l'image d'une Chine puissance « pacifique » et intégrée à la scène internationale.**

La deuxième motivation est celle de l'affirmation de l'attachement de la Chine à la multipolarité et au rôle de l'ONU pour défendre « la paix et la stabilité de l'ordre international ». Cet élément constitue en effet l'une des missions du Parti communiste avec la modernisation du pays et la réunification de la patrie. En renforçant sa participation active aux OMP, la Chine renforce parallèlement la légitimité de son discours multipolaire opposé à l'unilatéralisme de la puissance américaine. **Par ailleurs, pour Pékin, le déploiement d'OMP ne peut trouver sa légitimité que dans le cadre onusien. Rappelons en effet que l'une des caractéristiques idéologiques du régime chinois a longtemps été de s'opposer à tout envoi de troupe à l'étranger – contrairement à ce qui était présenté comme le modèle impérialiste occidental – et à ne détenir « aucune base » à l'étranger, en opposition directe avec la stratégie américaine notamment en Asie.**

La troisième motivation, non officielle celle-ci mais néanmoins très réelle, qui tient à l'équilibre régional des forces, réside dans le fait que le renforcement de la participation chinoise aux OMP permet de ne pas laisser le champ libre, dans le domaine des OMP, aux deux autres grandes puissances asiatiques que sont l'Inde et le Japon. **L'Inde notamment a une longue histoire de participation active aux OMP, notamment dans l'ex-Yougoslavie, et le Japon a fait de sa participation plus récente un élément essentiel du retour à la « normalité » de sa politique extérieure.** La Chine, seule puissance asiatique à détenir depuis 1971 un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, pouvait difficilement continuer à justifier sans contrepartie ce privilège face à deux puissances régionales dont l'engagement est beaucoup plus conséquent.

A l'heure où le Japon et l'Inde, avec l'Allemagne et le Brésil affirment à nouveau leur volonté d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, Pékin, très attaché à ce privilège qui constitue pour elle un véritable multiplicateur de puissance, doit donner des preuves plus concrètes de son engagement, notamment par l'intermédiaire du renforcement de sa participation aux OMP.⁹

Enfin, quatrième motivation et non l'une des moindres, après une période de frilosité dans l'ouverture des forces armées au monde extérieure, la RPC a compris que cette participation accrue de l'APL aux OMP constituait un moyen légitime et même pourrait-on dire très « politiquement correct » de renforcement de la coopération avec les armées étrangères et d'acquisition de savoir-faire et de matériel. La coopération induite par les OMP joue donc son rôle dans la stratégie de développement des capacités de l'APL.

Les OMP constituent donc pour l'APL une interface utile et opérationnelle avec le monde extérieur, notamment les forces armées extérieures. **Cette spécificité se retrouve dans l'organigramme de l'organisation des forces de maintien de la paix en Chine. Le général Dai Shaoan, chef du « bureau des OMP », est membre du Département des Relations internationales du 21^{ème} bureau de l'APL, « service extérieur » qui gère notamment les Attachés de défense. La participation de la Chine aux OMP lui permet donc de développer renforcer ses échanges avec les forces armées extérieures.** Elle permet également de donner de la consistance et de la substance aux dialogues stratégiques mis en place avec des puissances comme la France.

⁹ La question de la participation financière à l'ONU se pose également. La participation du Japon, membre non permanent, dépasse 15% , alors que celle de la Chine, qui met pourtant souvent en avant sa nouvelle puissance économique, n'atteint pas 2%.

La question de la formation

L'un des problèmes que la Chine rencontre dans le renforcement de sa participation aux OMP est celui de la formation, ou l'élément politique demeure d'ailleurs aussi important que l'élément militaire. Mais l'argument de la formation est également celui qui permet le mieux de renforcer d'éventuelles coopérations militaires avec l'extérieur et de contribuer à la modernisation des forces armées chinoises. Les lacunes de l'APL sont en effet particulièrement importantes dans les secteurs comme la logistique et les communications, qui font partie de l'essence des OMP. Il en va de même pour les opérations de police et de maintien de l'ordre.

Ce dernier élément constitue aujourd'hui une priorité pour la RPC, à la fois pour améliorer la qualité de la participation chinoise, mais également dans une optique de contrôle intérieur alors que les tensions sociales provoquent régulièrement des troubles soit dans les provinces ethniquement chinoises soit dans les zones de minorité et notamment au Xinjiang. Il est donc très utile pour Pékin de développer ses capacités – si possibles non létales – de contrôle des foules.

Les perspectives de coopération avec la France.

Les perspectives de coopération avec la France sont donc importantes et peuvent permettre de rééquilibrer un « dialogue stratégique » souvent à sens unique. Il est toutefois indispensable de conserver à l'esprit l'ensemble des facteurs qui ont entraîné un renforcement de la participation chinoise aux OMP, et notamment les facteurs liés aux équilibres stratégiques régionaux ainsi que celui de la modernisation des capacités de l'APL. Il sera utile dans ce contexte de privilégier tout ce qui pourra contribuer à une meilleure intégration – sur des bases non conflictuelles – de la RPC au système mondiale.

La France possède en la matière, aux yeux de Pékin, des atouts spécifiques qui sont son attachement au multipolarisme, la qualité de ses forces armées ainsi que sa longue expérience en matière d'OMP. La coopération pourrait donc se traduire par l'envoi d'experts et la participation à la mise en place d'un centre de formation aux opérations de maintien de la paix.¹⁰

¹⁰ Notons que le Japon réfléchit également à la mise en place d'un centre de formation pour les forces terrestres d'autodéfense.

Lors d'échanges récents, les Chinois ont été particulièrement intéressés par la gestion des crises de basse intensité, la mise en place de règles de comportement et tout ce qui concerne l'entraînement et l'évaluation des exercices de mise en condition opérationnelle. La Chine pourrait également, à plus long terme, s'inscrire dans le concept RECAMP.¹¹

Toutefois, il n'est pas impossible que la contradiction entre des attentes chinoises fondées sur le renforcement des capacités opérationnelles de l'APL, notamment en matière d'entraînement, autre grosse lacune des forces armées chinoises, et la volonté française d'inscrire ces échanges dans un cadre politique plus large ne constitue une nouvelle source de frustration réciproque.

¹¹ Ces points ont été abordés lors de la mission du général Sommaire en Chine au mois de février 2004.

Note 3

L'évolution des relations sino-japonaises

Les incidents extrêmement agressifs qui ont visé les joueurs et supporters Japonais lors de la dernière coupe asiatique de football qui s'est déroulée en Chine au mois de septembre 2004, largement relayés par les médias Japonais, ont constitué un choc pour la population de l'archipel pour qui la Chine est apparue un peu plus comme une puissance hostile et menaçante. En effet, **en dépit d'une intégration économique croissante, qui se traduit par un boom des investissements Japonais et des échanges commerciaux¹², la tendance semble plus à l'aggravation des tensions qu'à la détente entre Pékin et Tokyo.**

Dans la population Japonaise, en raison notamment d'un traitement moins « diplomatique » par les médias, la perception de la Chine apparaît comme dégradée autour des questions de l'immigration clandestine et de l'insécurité qui y serait liée, des risques environnementaux ou des délocalisations.

Près de trente ans après la signature du traité de paix et d'amitié « normalisant » les relations sino-Japonaises, l'heure est donc loin d'être à l'apaisement et **on assiste plutôt à une radicalisation des prises de position tant en Chine qu'au Japon.**¹³ Dans le cas du Japon, cette évolution est d'autant plus préoccupante qu'elle s'exprime aujourd'hui sans opposition majeure au niveau politique. Au contraire, **une position pouvant apparaître comme trop conciliante ou de recul face à la Chine ne pourrait être admise.**

Dans ce contexte, les critiques émises par la Chine n'apparaissent à Tokyo que comme une instrumentalisation volontaire du passé dans l'unique objectif de légitimer l'absence d'évolution démocratique du régime. Ainsi, si le premier ministre Koizumi a pu s'interroger sur l'opportunité de poursuivre ses visites au temple de Yasukuni, les pressions chinoises lui interdiraient aujourd'hui de revenir sur ce choix politique.¹⁴ **Des revendications autrefois exprimées avec prudence et discrétion font aujourd'hui l'objet d'un véritable consensus.** On demande à la Chine de mieux reconnaître l'aide apportée par le Japon, on préconise une réévaluation de la « diplomatie des excuses » qui n'a pas déboucher sur un apaisement des

¹² La Chine est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial du Japon derrière les Etats-Unis.

¹³ Signé en 1978.

¹⁴ Entretien avec Monsieur Matsuda Yasuhiro, spécialiste des relations sino-japonaises, NIDS.

relations sino-Japonaises, on insiste aujourd'hui sur la nécessité de donner un coup d'arrêt ferme à la stratégie de grignotage maritime de la Chine.¹⁵

A ces griefs non résolus s'agrègent en effet de nouvelles sources de conflit plus concrètes liées aux intérêts énergétiques et à la stratégie militaire de la RPC.

Une rivalité de deux puissances en quête de légitimité

De son côté, **Pékin se sent directement contesté dans son statut fragile de superpuissance en devenir par les ambitions nouvellement affirmées du Japon.** Les commentaires très négatifs – et contradictoires - qui ont suivi le discours du premier ministre Koizumi à l'ONU le 23 septembre 2004 en faveur d'un siège de membre permanent avec droit de veto témoignent de cette méfiance des autorités chinoises.¹⁶

Il est clair en effet que **le Japon refuse la vision chinoise d'un nouvel ordonnancement du monde au niveau régional perçu comme le retour à un système impérial tributaire d'ailleurs plus rêvé que réel.** Si le Japon est favorable à un engagement accru de la Chine au niveau régional, sur le modèle de gestion de la crise coréenne, **Tokyo est hostile à tout ce qui pourrait apparaître comme une reconnaissance d'un leadership chinois en Asie notamment au travers de dialogues au format strictement « asiatique » du type Asean + 3.** La volonté de polarisation de l'Asie autour du pivot chinois, pour des raisons qui tiennent autant à la politique intérieure qu'à la politique extérieure de la RPC, se heurte donc directement à l'opposition de Japon.

Mais ce dernier, en refusant ce modèle sino-centré court également le risque de l'isolement, position traditionnelle du Japon de Edo pour qui le repli volontaire apparaissait comme le seul moyen d'échapper à l'orbite de la Chine impériale. Confronté à ce risque, **Tokyo a développé une discrète stratégie d'alliances généralement perçue par Pékin comme une volonté d'encerclement et de *containment* de la puissance chinoise.**

Deux stratégies d'influence concurrentes

Face à une puissance chinoise jugée imprévisible en raison de la nature non-démocratique du régime et du recours à une rhétorique nationaliste agressive, **Tokyo cherche à poser ses**

¹⁵ Voir en particulier l'article de Hideoki Kaneda, « Japan's Emerging China Strategy », *Taipei Times*, internet ed., 29, 09, 04.

¹⁶ La question de la représentation se posera par exemple dans le cas d'une éventuelle conférence sur l'Irak qui ne réunirait que les membres permanents du Conseil de sécurité et exclurait donc de fait le Japon.

marques notamment en Asie du Sud-est et en Asie centrale mais également en Inde et en Russie.

En Asie du Sud-est, Tokyo et Pékin développent des stratégies économiques concurrentes, dont la dimension stratégique est loin d'être absente. **Au projet chinois de zone de libre-échange ont répondu les propositions Japonaises de partenariats privilégiés et multidimensionnels.**

En Asie centrale, le Ministre Japonais des Affaires étrangères Kawaguchi Yoriko s'est rendu au mois d'août 2004 dans quatre pays de la région, proposant la mise en place d'un format de dialogue régional « Central Asia + Japan », réponse directe à l'organisation de Shanghai pilotée par Pékin.¹⁷

En Asie du Sud-est comme en Asie centrale, la stratégie du Japon est donc de se présenter, d'une manière à peine voilée, comme une force d'équilibre face à la puissance chinoise en se fondant notamment sur sa capacité d'investissement et son budget d'aide au développement.¹⁸

En Asie du Sud, Tokyo est également intéressé par un développement de ses relations stratégiques avec l'Inde perçue comme un contrepois à la puissance chinoise. **Pékin dénonce cette stratégie Japonaise de puissance, et ce d'autant plus que cette stratégie d'influence revêt également, notamment dans le cas de l'Asie centrale et de la Russie une dimension énergétique préoccupante pour la RPC.** Celle-ci a notamment très peu apprécié les hésitations et le revirement de Moscou concernant le tracé du futur pipe-line d'Angarsk. Alors qu'un accord signé par Yukos privilégiait le choix chinois vers Daqing, l'activisme de Tokyo à Moscou, et les capacités de financement du Japon, aboutirent à un renversement de la décision en faveur de Nakhodka et du marché plus ouvert de l'Asie-Pacifique.¹⁹

Pékin se trouve donc aujourd'hui confronté à un Japon « normal » ou en voix de normalisation, très loin du Japon conciliant du passé. C'est dans ce contexte que se sont renforcé les tensions autour des îles Senkaku et de la stratégie maritime de Pékin.

¹⁷ Madame Kawaguchi s'est rendue au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. L'organisation de coopération de Shanghai regroupe l'ensemble des pays d'Asie centrale, la Russie et la RPC. Moscou aurait également un projet de Central Asia Cooperation Organisation (CACO) regroupant les pays d'Asie centrale et la Russie sans la Chine...

¹⁸ Qui en dépit de réductions importantes demeure le deuxième au niveau mondial.

¹⁹ La banque de coopération du Japon a promis de financer l'ensemble du tracé du *pipe-line*.

Les Senkaku-Diaoyu et la stratégie maritime de la RPC

Les derniers incidents qui ont eu lieu sur l'archipel des Senkaku-Diaoyu occupé par le Japon et revendiqué par la Chine au mois de mars 2004 ont donné lieu à une réaction particulièrement ferme de la part de Tokyo, signe de cette dégradation du climat des relations bilatérales. Par ailleurs, pour Pékin, la dimension énergétique des revendications sur les Senkaku, qui s'ajoute aux motivations nationalistes irrédentistes, prend une importance nouvelle au fur et à mesure que se renforce la dépendance énergétique de la RPC et donc son sentiment de vulnérabilité. Enfin, dans l'hypothèse d'un conflit avec Taiwan, l'archipel des Senkaku-Diaoyu comme l'ensemble de la mer de Chine présente un intérêt stratégique particulier face aux Etats-Unis.

Cette dimension stratégique s'est traduite par un renforcement des pressions autour de l'archipel avec la multiplication des incursions dans la ZEE du Japon et à la limite des eaux territoriales.

Face à cette évolution préoccupante, les réactions de Tokyo sont de moins en moins conciliantes. Une commission interministérielle sur le plateau continental et les ressources maritimes a été mise en place à l'automne 2004 et le conseiller du Premier ministre pour la sécurité et la défense prône la mise en place d'une stratégie de sécurité nationale et régionale à long terme, qui prenne en compte le renforcement de la puissance militaire de la Chine et les risques qui y sont liés, notamment dans le détroit de Taiwan.

Le Japon s'inquiète du développement des capacités technologiques de la Chine, notamment dans le domaine balistique, comme en a témoigné le succès du premier vol spatial habité et de l'augmentation régulière du budget de la défense. Enfin, la pauvreté du dialogue militaire ne peut que renforcer cette crainte de voir la Chine se doter de moyens crédibles de coercition au niveau régional.

Face à cette évolution préoccupante au Japon, on assiste également à une radicalisation des positions chinoises. Les thèses favorables à une reconnaissance de la puissance Japonaise développées par certains chercheurs au début de l'année 2003 semblent avoir été totalement abandonnées et leur auteur sanctionné.²⁰

²⁰ C'est le cas notamment de Shi Yinhong, chercheur à la Renmin Daxue et auteur d'un article publié au mois de février 2003 demandant une acceptation du niveau d'excuse exprimé par le Japon, un rejet des thèses dénonçant un renouveau du militarisme nippon, une acceptation des ambitions « normales » du Japon notamment à l'ONU. Shi Yinhong, « China Diplomatic Revolution », *Zhanlie yu guanli*, février 2003. Ces thèses ne reflétaient toutefois une volonté d'apaisement généralisé mais plutôt une volonté de hiérarchisation des problèmes entre Taiwan, les Etats-Unis et éventuellement le Japon.

Conclusion

Si l'expression *collision course* pour caractériser la relation sino-Japonaise peut apparaître comme trop pessimiste, la montée indéniable des tensions et de la méfiance réciproque pèsent toutefois d'ores et déjà sur les équilibres stratégiques régionaux. Au-delà, la première conséquence de cette évolution est la volonté absolue de Tokyo de préserver la solidité du pacte de sécurité nippo-américain. C'est essentiellement en fonction de ce facteur qu'il faut analyser la participation du Japon aux forces de coalition en Irak. Participation qui ne traduit pas forcément une adhésion aux thèses américaines sur la gestion de la crise irakienne. Par ailleurs, le tropisme chinois se trouve également à l'origine du soutien de Tokyo à l'Administration républicaine, jugée plus crédible que l'Administration démocrate face à la montée en puissance de la Chine.

La deuxième conséquence est une attention très vive portée aux décisions prises par les partenaires de Tokyo et de Pékin. Décisions de plus en plus souvent interprétées comme un « choix » en faveur de l'un ou l'autre des deux grandes puissances régionales. C'est le cas pour Pékin qui observe avec une attention soupçonneuse les partenariats énergétiques de la Russie. C'est le cas de Tokyo qui observe avec une attention tout aussi soupçonneuse les décisions européennes – et françaises – en matière de levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

Tout effort d'explication nécessaire ne pourra donc être efficace que s'il prend en compte ce contexte stratégique de plus en plus fondé sur les rapports de force, très éloigné d'un contexte européenne plus favorable à la coopération, à l'apaisement des conflits et au multilatéralisme.

Note n° 4

Les relations Chine-Afrique

La politique africaine de la Chine est composée de plusieurs strates accumulées d'importance variable mais complémentaires. A un premier niveau, **la question de la reconnaissance diplomatique de Taiwan, longtemps prioritaire, l'est moins depuis que l'Afrique du Sud a établi des liens diplomatiques avec la RPC en 1996** et que, comme le souligne Pékin « la grande majorité des pays africains respectent la politique de la Chine unique »

A un deuxième niveau, qui s'est développé au cours des années 1990, on trouve une stratégie d'affirmation globale de la puissance chinoise sur la scène internationale, à travers **la mobilisation des pays africains, autour des thèses chinoises de l'anti-hégémonisme et de la non-ingérence.** Cette seconde strate peut toutefois s'appuyer sur les fondations plus anciennes du maoïsme tiers-mondisant.

A un troisième niveau, on trouve **une stratégie économique plus affirmée en direction de l'Afrique, notamment autour des questions énergétiques** qui prennent pour la Chine une importance croissante.

Enfin, le dernier niveau d'intérêt stratégique, en plein développement fait de l'Afrique **un champ d'action privilégié de la participation de la Chine aux OMP** et d'une possible coopération internationale depuis l'envoi en RDC d'un contingent de plusieurs centaines d'hommes au printemps 2003.

La question de la reconnaissance de Taiwan

Pékin a longtemps dénoncé la « diplomatie du carnet de chèque » des autorités taiwanaises visant à conserver une base diplomatique en Afrique. La décision de l'Afrique du sud de reconnaître Pékin a toutefois fortement affaibli les positions diplomatiques de Taipei sur le continent africain, qui n'entretient plus de relations qu'avec Sao Tome et Principe, le Sénégal et le Tchad. La stratégie taiwanaise de « double reconnaissance » et les moyens d'action financiers de Taipei imposent toutefois une vigilance permanente aux autorités chinoises. Des pays comme le Sénégal ont en effet changé à plusieurs reprises d'allégeance en fonction des avantages consentis. Mais la question de la reconnaissance de Taiwan est loin de constituer, comme au cours des années 1980, le seul facteur d'évolution de la politique africaine de

Pékin. La montée en puissance de l'intérêt de la Chine pour l'Afrique a en effet accompagné le mouvement d'intégration croissante de la RPC au système international.

L'Afrique dans la stratégie d'affirmation de puissance de la RPC

Depuis la visite « historique » de Jiang Zemin en Afrique en 1996 – 22 ans après celle de Zhou Enlai en 1964 en plein conflit sino-soviétique – **les échanges de haut niveau se sont multipliés, signe de la réintégration, sur des bases nouvelles, de la dimension africaine dans la politique extérieure de la RPC.** La dernière visite d'importance a été celle du président Hu Jintao au mois de janvier 2004.

L'Afrique – en raison du nombre des Etats représentés – occupe en effet une place importante dans la stratégie onusienne de Pékin. Cette stratégie possède plusieurs volets. Il s'agit de **s'opposer à toute extension de la représentation de Taiwan dans les instances internationales**, mais également **de mettre en avant un nouveau modèle « plus juste » de relations internationales, fondé sur la primauté de la non-ingérence**, qui s'exprime notamment au sein de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU où « la Chine et l'Afrique se soutiennent mutuellement. »

En 2000, la RPC a ainsi organisé un forum Chine-Afrique à Pékin dont l'objectif était de contrer, par une coopération accrue, les effets de la globalisation et de rappeler la tradition d'amitié et de combat commun contre le colonialisme et l'impérialisme.²¹

Dans ce contexte, le discours chinois en direction des pays africain insiste sur l'égalité et les bénéfices mutuels ainsi que sur la non-conditionnalité de l'aide chinoise qui permet à Pékin « dans la mesure de ses capacités et sans conditions politiques » de se distinguer de Japon, qui prétend au contraire faire de son aide au développement un facteur de démocratisation. La non-conditionnalité de l'aide chinoise et le respect absolu des règles de non-ingérence ont ainsi permis à Pékin de développer des liens avec les pays les plus isolés sur la scène internationale comme le Soudan. Elle porte par ailleurs sur des projets prestigieux ou d'infrastructure, sans questionnement sur leur utilité en matière de développement.

Mais l'Afrique, de plus en plus, représente également pour l'économie Chinoise, dont la croissance continue de reposer sur les exportations et le développement de sa consommation énergétique, un marché inexploré et une source d'approvisionnements en matière première.

²¹ Par opposition aux stratégies occidentales accusées de vouloir responsabiliser les pays africains face aux problèmes de développement plus de 40 ans après les indépendances. *Xinhuanet*, 23, 01, 2004.

Un intérêt économique croissant

En 2000, les échanges sino-africains s'élevaient à 10 milliards de dollars, ils ont atteint 16 milliards de dollars en 2003 avec une augmentation de 48, 4% par rapport à l'année précédente. En dépit d'un discours Sud-Sud militant pour un ordre économique plus juste, la structure de ces échanges demeure déséquilibrée, l'Afrique fournissant pour l'essentiel des matières premières et la Chine des produits manufacturés à bon marché.

Mais Pékin est particulièrement intéressé par le secteur énergétique, qui lui permet de diversifier ses approvisionnements dans une situation perçue comme de vulnérabilité croissante. Les grandes compagnies pétrolières chinoises ont donc développé avec succès une stratégie agressive de prise de parts d'exploitation auprès de pays comme le Soudan, l'Angola ou plus récemment le Kenya. **Au Soudan, la CNPC, présente depuis 1995, a considérablement renforcé son influence après la mise en place de sanctions par les Etats-Unis,** et les intérêts chinois contrôlent aujourd'hui 40% de la Greater Nile Petroleum Operating Company, principale société d'exploitation soudanaise.

Mais l'intérêt économique de la Chine pour le continent africain se traduit également par un développement des investissements, notamment dans le secteur agricole, la RPC cherchant à développer sa production agricole en dehors du territoire dans un objectif notamment de réexportation en direction des marchés occidentaux.

Conclusion

On assiste donc à une stratégie de « prise de part » de la Chine en Afrique au niveau économique et au niveau politico-stratégique, prise de part destinée à renforcer la puissance globale de la RPC.

Toutefois, la prise de marché agressive de Pékin suscite des interrogations et l'Afrique du Sud, premier partenaire commercial de la RPC, a multiplié les actions anti-dumping contre Pékin. Pékin semble donc condamnée à poursuivre une stratégie essentiellement fondée sur le développement de liens plus étroits avec les pays les plus isolés sur la scène internationale, nourrissant ainsi paradoxalement l'image peu flatteuse d'une puissance chinoise avant tout motivée par le service de ses seuls intérêts, comme en témoigne le refus d'implication des autorités chinoises dans la question du Darfour « affaire intérieure du Soudan ».

Note n° 5

Etats-Unis - Japon : état des lieux

Les relations entre le Japon et les Etats-Unis n'ont officiellement jamais été « aussi bonnes ». Les visites se succèdent, celle de Condoleeza Rice au mois d'avril 2004, puis du vice-président Dick Cheney au mois de juin, et celle du Secrétaire d'Etat Colin Powell au mois d'octobre. De son côté, le premier ministre Koizumi a publiquement souhaité la réélection de « son ami » Georges Bush et s'est bien sûr réjoui de son succès. Avec l'Administration républicaine, dont le pouvoir a été renforcé au Congrès, Tokyo considère en effet que ses intérêts stratégiques sont mieux compris que sous l'Administration Clinton qui avait donné l'impression, en Asie, de négliger les préoccupations de son allié japonais.

Tokyo est donc satisfait de se voir mieux reconnu la place de « vrai partenaire des Etats-Unis » dans un dialogue stratégique qui se situe au plus haut niveau.

Les raisons de la bonne qualité du partenariat stratégique

Plusieurs éléments fondent la bonne entente stratégique entre Tokyo et Washington. Tout d'abord, les facteurs de tensions économiques ont aujourd'hui en partie disparu, le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis avec le Japon est moins important qu'avec la Chine et la stagnation de la croissance que l'archipel a connu pendant plus de 10 ans a réduit la perception de la « menace japonaise ». De son côté, Tokyo n'est pas prêt à faire de la baisse du dollar une question majeure.

Plus important sans doute, au niveau stratégique, les deux pays ont choisi de mettre en avant leur « communauté d'analyse » sur les questions du terrorisme – point essentiel pour les Etats-Unis – ou de la Corée du Nord – point essentiel pour Tokyo. Dans ce dernier cas, Washington a notamment reconnu l'importance de la question des personnes enlevées pour le Japon. Mais surtout, aux yeux de Washington, le Japon s'est comporté en « allié loyal » en Afghanistan et en Irak, soutenant à la fois militairement et financièrement les choix stratégiques de l'Administration américaine dans la guerre contre le terrorisme, même si les priorités de Tokyo en la matière ne recourent pas exactement celles des Etats-Unis. En effet, si pour Washington la priorité semble devoir demeurer la guerre contre le terrorisme, pour Tokyo, les véritables priorités stratégiques se situent au niveau régional, face à la Corée du Nord mais également à la République populaire de Chine.

Le poids de la question chinoise

Si le problème Nord-coréen est loin d'être résolu, la question de ses relations avec la Chine prend en effet pour Tokyo une orientation de plus en plus préoccupante. On voit en effet émerger entre les deux puissances asiatiques, et en dépit de relations économiques très étroites, une rivalité génératrices de tensions proches de celles de la guerre froide.²²

La « question chinoise » constitue donc pour le Japon, un élément important de la relation stratégique avec Washington. La politique « peu constructive » de Pékin sur les questions de Taiwan, de l'Irak, de la mer de Chine orientale et même de la Corée du Nord est en effet soulignée par les deux parties.²³

A ceci s'ajoute, pour Tokyo, la multiplication des incidents à un niveau de plus en plus préoccupant. Ainsi, au mois d'août 2004, lors de la coupe de football asiatique, les supporters japonais en Chine ont été très violemment pris à parti. En mer de Chine, la RPC refuse d'écouter les demandes d'information de Tokyo sur les forages d'exploration autorisés par Pékin. Au mois de novembre 2004, un sous-marin chinois a pénétré pendant quelques heures dans les eaux territoriales japonaises au sud de Okinawa. La RPC de son côté ne s'attache qu'à la question des visites du Premier ministre japonais au temple de Yasukuni et critique fortement les menaces de suspensions d'aide au développement formulées par Tokyo au début du mois de décembre.

Mais pour Tokyo, cet ensemble de tensions est surtout la manifestation d'un processus inquiétant de construction nationaliste de « l'identité chinoise fondé sur un anti-japonisme virulent, moyen commode d'évacuer les vrais problèmes auxquels la RPC est confrontée. Ainsi, ces tensions liées au système politique ne peuvent que perdurer et éventuellement s'accroître en l'absence d'évolutions internes à la RPC. C'est à ce titre essentiellement que la Chine est aujourd'hui ouvertement désignée par les stratèges japonais comme une menace plus de plus en plus réelle.

A ce titre, la Chine constitue donc l'un des premiers facteurs d'évolution du partenariat stratégique « actualisé » entre les Etats-Unis et le Japon, et c'est pour préserver ce partenariat considéré comme vital que Tokyo est prêt à « comprendre » les intérêts stratégiques globaux de Washington et à donner en la matière des gages importants.

²² Cf. note 3.

²³ Notamment lors de entretiens avec Condoleeza Rice au mois de juin 2004.

Les gages de bonne entente

Soucieux de ne pas remettre en cause la solidité d'une alliance toujours considérée à Tokyo comme essentielle pour la sécurité de l'archipel, le Japon a repris à son compte les analyses américaines concernant l'importance de la guerre contre le terrorisme. Répondant peut-être en partie à une logique interne d'affirmation de la puissance japonaise, mais surtout à de fortes demandes de la part des Etats-Unis, le Premier ministre Koizumi déclarait au mois de novembre 2004 que « l'armée japonaise doit contribuer à la sécurité mondiale en renforçant ses missions internationales ».²⁴ Accompagnant les opérations en Afghanistan, Tokyo a donc envoyé plusieurs bâtiments dans l'Océan indien, dont un croiseur Aegis et le dispositif est maintenu même s'il doit être réduit. Surtout, le Japon a envoyé des troupes en Irak, pour la première fois depuis 1945 dans un pays en guerre, et a accepté de participer à la force de coalition sans fixer de date d'évacuation, en dépit des prises d'otage et du retrait prochain des troupes hollandaises qui assuraient la sécurité des SDF.²⁵

Au niveau régional, plus proche des intérêts stratégiques de l'archipel, Tokyo s'est également engagé dans la mise en place du TMD en Asie et un certain nombre de mesures ont été adoptées destinées à rationaliser l'outil de contrôle et de commandement des forces armées japonaises, en coordination avec les forces américaines.²⁶ De leur côté, les Etats-Unis ont accepté au mois de septembre le principe du déploiement permanent d'un destroyer Aegis puis d'un croiseur Aegis en mer du Japon, dans une optique dissuasive non seulement pour la Corée du nord mais également pour la Chine.

Mais, si les intérêts stratégiques de Tokyo et de Washington expliquent l'étroitesse du lien stratégique entre les deux pays, qui repose toujours sur l'article V du traité de coopération et d'amitié de 1960, selon lequel «les Etats-Unis défendent le Japon», il existe toutefois un certain nombre de problèmes qui viennent peut-être tracer les limites à venir de l'alliance.

Les limites de l'alliance nippo américaine

Les divergences d'analyse entre Tokyo et Washington sont de plusieurs ordres. Au niveau bilatéral, en dépit des efforts accomplis, Tokyo fait preuve d'une grande prudence devant les

²⁴ Agence France Presse (AFP), 07, 11, 2004.

²⁵ Constitutionnellement la capacité « d'autodéfense » et d'usage des armes des SDF est très limitée et les missions confiées aux troupes japonaises sont des missions « civiles », médicales, de reconstruction ou d'approvisionnement.

²⁶ Le principe de l'échange de données en temps réel avec les forces américaines a ainsi été accepté. De même, le Premier ministre a été autorisé à donner un ordre de tir de missiles antimissiles sans autorisation du Parlement au cas où un tir adverse aurait été décelé, crédibilisant ainsi dans une certaine mesure l'efficacité de la chaîne de commandement politico-militaire.

projets de restructuration des forces américaines dans le monde, et l'intégration plus étroite du Japon au dispositif global de défense des Etats-Unis.²⁷ Dans les projets américains, Le Japon devrait en effet se voir plus étroitement intégré à un dispositif global, géographiquement étendu au-delà du théâtre asiatique et stratégiquement élargi à des menaces, comme le terrorisme, ne concernant pas directement la sécurité de l'archipel.²⁸

Ces projets soulèvent pour le gouvernement japonais de nombreux problèmes. L'importance accrue donnée aux bases américaines au Japon vient ainsi contredire les projets de réduction des troupes, notamment à Okinawa, qui constitue toujours un sujet de contentieux avec Washington. Surtout, la dimension de la coopération militaire envisagée par Washington suscite de nombreuses interrogations.

Ainsi, les autorités américaines souhaitent délocaliser des commandements du territoire américain vers le territoire japonais pour des opérations ne concernant pas directement la sécurité de l'archipel. Pour Tokyo, il s'agirait alors d'une remise en cause de l'article VI du Traité qui définit précisément l'Asie comme cadre géographique de l'alliance.²⁹ De même Tokyo insiste sur la distinction à préserver entre la coopération militaire entre le Japon et les Etats-Unis sur le territoire japonais ou dans son environnement proche, et la participation du Japon à des opérations extérieures dans le cadre d'opérations de maintien de la paix de l'ONU acceptées internationalement.

Mais au-delà de ces divergences de fond, les réticences japonaises portent également sur les « pressions » que les Etats-Unis ne cessent de faire peser sur Tokyo afin d'obtenir un engagement accru des forces armées, sans prendre en compte les sensibilités nationales et régionales.³⁰ A un autre niveau, le Japon souhaiterait un engagement plus affirmé des Etats-Unis à sa candidature au conseil de sécurité de l'ONU, qui ne soit pas accompagné d'exigences toujours accrues en matière d'engagements militaires extérieurs.

Mais les divergences d'analyse portent également sur une conception du système international qui, du côté japonais, s'apparente plus à celle des pays européens plus soucieux de multilatéralisme.

Ainsi en ce qui concerne l'Irak, si le Japon a choisi de « jouer le jeu » afin de ne pas mettre en péril l'alliance avec Washington, le Premier ministre Koizumi a à plusieurs reprises exprimé

²⁷ Voir les principes exposés dans la *Global Posture Review* au mois de septembre 2004.

²⁸ Entretien avec le major-general Karl Einkenberry, Director, Strategic Planning and Policy, US Pacific Command, Wilton Park, octobre 2004.

²⁹ C'est le cas notamment du Quartier général du 1^{er} corps d'armée qui devrait être déplacé de Fort Lewis, Washington DC à Fort Zama préfecture de Kanagawa aux portes de Tokyo.

³⁰ Lors d'une visite au mois de février 2004, Armitage aurait ainsi exercé des pressions « fortes et peu diplomatiques » concernant la révision de la constitution et la reconnaissance du droit de défense collective.

un certain nombre de réserves. Le Japon insiste en effet sur un transfert de responsabilité effectif et rapide vers les autorités irakiennes. Le Premier ministre japonais insiste également sur la nécessité de « stabiliser l'Irak sans attiser la violence » et le renforcement de la coopération internationale, y compris avec des Etats comme la France ou l'Allemagne.³¹

Cet attachement au multilatéralisme, qui s'exprime également dans l'importance accordée par Tokyo au cadre onusien, est également perceptible dans les relations avec l'Europe. Ainsi, sur la question de la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, qui préoccupe Tokyo au premier chef, le Japon n'a pas souhaité mettre en place d'action commune avec les Etats-Unis, comme pour mieux souligner la spécificité – et la légitimité – de ses intérêts stratégiques.

Cette question de la spécificité des intérêts stratégiques du Japon est également à l'origine des divergences qui existent avec Washington au sujet de l'Iran par exemple, mais également sur la question de l'environnement ou des engagements en matière de désarmement nucléaire.

Dans le cas de l'Iran là encore, Tokyo a soutenu les propositions européennes (EU3) du mois de novembre 2004 contre les pressions américaines. La politique iranienne et plus largement moyen oriental du Japon constitue en effet depuis la première crise du pétrole un champ d'action très spécifique de la diplomatie japonaise qui a toujours fait passer les intérêts énergétiques stratégiques du Japon avant les exigences de l'alliance avec les Etats-Unis. Ainsi, en dépit de fortes pressions de la part de Washington, Tokyo n'a pas accepté de renoncer à ses prises d'intérêts dans le champ pétrolier d'Azagedan en Iran.

Conclusion

Les relations stratégiques entre Tokyo et Washington sont donc extrêmement étroites, mais cette bonne entente dépend de la définition d'intérêts stratégiques communs prioritaires, qui l'emportent sur les divergences. Ce partenariat est donc à la merci d'un retournement de la stratégie américaine en faveur du « partenariat stratégique » américano-chinois, qui ne pourrait que renforcer les sentiments d'inquiétude à Tokyo et donc la tentation de développer une capacité de défense plus autonome.

A l'inverse, une évolution apaisée du régime chinois pourrait également favoriser un rapprochement entre Tokyo et Pékin, ainsi qu'un processus de régionalisation asiatique aujourd'hui freiné par les priorités nationalistes de la stratégie chinoise.

³¹ Entretiens du Premier ministre japonais avec Condoleezza Rice au mois d'avril 2004, puis avec Dick Cheney au mois de juin de la même année.

Enfin, si l'Union Européenne n'occupe aujourd'hui qu'une place marginale dans les équations stratégiques du Japon, en raison de son absence d'engagement de sécurité en Asie, certaines puissances européennes, au premier rang desquelles la France, jouent un rôle important en tant que « prescripteurs » d'une politique européenne vis-à-vis de la Chine susceptible de faire peser la balance stratégique en Asie dans un sens plus ou moins favorable à Tokyo.

Note 6

Le Japon et l'Asie du Sud-Est

Officiellement à Tokyo, le partenariat avec l'Asie du Sud-Est est qualifié de « vital pour la paix et la prospérité de l'Asie Pacifique ». Signe de cet intérêt majeur, le dialogue à tous les niveaux entre l'archipel et les pays de l'Asean est particulièrement nourri. **L'Asie du Sud-Est constitue en effet pour le Japon, et ce depuis le milieu des années 1980, un enjeu économique puis stratégique important.** Ainsi, Tokyo a été l'un des principaux soutiens du Asean Regional Forum lors de sa création en 1994, dont l'un des objectifs était « d'engager » la Chine dans un format acceptable de discussion des questions de sécurité en Asie.

Pourtant, derrière ces déclarations de principe, **la position du Japon face à l'Asie du Sud-Est a pu apparaître comme marginalisée et en retrait.** Les analystes Japonais eux-mêmes notaient que le Japon semblait adopter, face à l'Asie du Sud-Est, une position de prudence excessive. Recul d'autant plus remarquable qu'il contrastait avec l'attitude particulièrement « agressive » et dynamique de la Chine face à la région depuis le début des années 2000.³²

Les relations du Japon avec les pays d'Asie du Sud-Est, si elles possèdent leur logique propre, se situent en effet également dans le contexte d'une rivalité croissante avec la RPC. Il s'agit aujourd'hui pour Tokyo, face à Pékin, de réaffirmer à tous les niveaux sa position en Asie et notamment en Asie du Sud-Est.

Depuis 2003, le Japon a donc adopté vis-à-vis des pays de l'Asean, une attitude moins réactive et plus offensive dans les domaines économiques et stratégiques. **Ce faisant Tokyo tente également d'offrir un « contre-modèle » de relations à ses partenaires d'Asie du Sud-Est.**

L'intérêt du Japon vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est se situe donc à plusieurs niveaux économique et diplomatico-stratégique. Pour l'archipel, l'Asie du Sud-Est constitue en effet, à la fois le champ d'extension de l'influence de l'archipel dans une politique étrangère et de sécurité de plus en plus « normalisée », et dans le même temps un champ de rivalité avec la Chine.

³² *East Asian Strategic review 2004*, the NIDS, Japan Times, 2004.

L'intérêt économique

Le Japon demeure le deuxième partenaire économique des pays de l'Asean en matière d'échanges commerciaux. Et les pays d'Asie du Sud-Est, aux premiers rangs desquels la Thaïlande, sont la destination de 10% des investissements japonais derrière l'UE, les Etats-Unis et l'Amérique latine. L'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est représentent donc pour Tokyo un marché mais également, dans le domaine des matières premières et de l'énergie une source d'approvisionnement essentielle qui permet par ailleurs d'équilibrer les échanges.

En ce qui concerne l'aide au développement, instrument majeur de l'influence économique et politique du Japon, **les pays de la région reçoivent plus de 28% de la totalité de l'aide au développement japonaise.** Ce chiffre devrait encore s'accroître avec la réorientation de l'aide du Japon et de la Chine vers les pays de l'Asie du Sud-Est, et notamment l'Indonésie et les trois nouveaux entrants, Viêtnam, Cambodge, Laos et Birmanie.

Si la part des pays de l'Asean dans les relations économiques avec Tokyo a également décidé, très largement en réponse aux initiatives chinoises en la matière, d'ouvrir un dialogue sur la mise en place d'un espace économique élargi avec les pays de l'Asean. **En 2003 un accord a été signé entre le premier ministre Koïsumi et six pays de l'Asean³³ pour la mise en place d'un « partenariat économique élargi » à l'horizon 2012, les négociations devant être amorcées en 2005.** Dans l'intervalle, Tokyo privilégie les accords bilatéraux de libre échange avec les pays les plus développés de la région, Singapour puis Malaisie et Thaïlande, la grande question demeurant celle de l'agriculture et du riz, particulièrement sensibles dans l'archipel.

L'intérêt diplomatico-stratégique

Mais l'Asie du Sud-Est, notamment en raison de son niveau relativement élevé d'institutionnalisation représente également un intérêt diplomatico-stratégique pour Tokyo.

Même si, dans le domaine stratégique également, le Japon a pu apparaître comme en retrait par rapport à la Chine. En effet, ça n'est qu'en 2004, un an après Pékin et New Delhi, que le Japon a accepté de faire partie du *Asean Treaty of Amity and Cooperation* ouvert aux participants n'appartenant pas à l'Asie du Sud-Est depuis 1987.

³³ Il s'agit de Brunei, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande.

Dans la stratégie onusienne du Japon, **les pays d'Asie du Sud-Est constituent un soutien précieux, particulièrement face aux réticences chinoises.** L'ensemble des pays de la région ont en effet affirmé leur soutien à la candidature du Japon à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Asie du Sud-Est présente un intérêt stratégique pour le Japon en tant que nœud essentiel sur le tracé des voies de communication maritimes entre le Pacifique et l'Océan indien. A ce titre, le Japon a officiellement entériné le discours américain sur la lutte contre le terrorisme dans la région. Toutefois, Tokyo insiste également, au-delà des mesures de contrôle militaires, sur la nécessaire démocratisation de certains pays de la zone.

La guerre contre le terrorisme a également été l'occasion pour les FAD japonaises de faire montre d'une présence accrue dans la zone, notamment autour du détroit de Malacca et dans les initiatives de lutte contre la piraterie. **La catastrophe à laquelle la région a été confrontée au mois de décembre 2004 a également offert à Tokyo l'occasion de faire à nouveau la démonstration de sa capacité de mobilisation militaire** en envoyant, à la demande de la Thaïlande, deux bâtiments porte-hélicoptères croisant dans l'Océan indien, suscitant de ce fait l'inquiétude de Pékin.

Le contre-modèle japonais

Mais, au niveau économique comme au niveau stratégique, le Japon tente également de présenter un « contre-modèle » de relations internationales qui semble vouloir prendre le contre-pied exact des initiatives chinoises. Si Pékin insiste sur la mise en place d'une immense zone de libre-échange avec l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est, **Tokyo au contraire propose de mettre l'accent sur le développement,** notamment le développement des ressources humaines, et le transferts de technologie et non uniquement l'ouverture des marchés. Au delà des déclarations vagues, **Tokyo insiste également sur la mise en place d'un calendrier précis d'ouverture et de libéralisation des échanges.** De même, **le Japon soutient le renforcement de l'espace économique de l'Asie du Sud-Est** à travers l'initiative pour l'intégration de l'Asean face à la montée en puissance de la Chine. Enfin, le Japon insiste également sur **les questions environnementales contre les stratégies d'exploitation « prédatrices ».**

On sent donc nettement, dans une stratégie de contournement du modèle chinois, une volonté de renforcer le poids de l'Asie du Sud-Est, d'y réaffirmer la signification du

partenariat avec le Japon qui demeure le principal acteur économique régional, et **d'occuper ainsi par les moyens économiques, le champ de rivalité du sud-est asiatique.**

Cette stratégie se traduit également par la **mise en place de partenariats spécifiques avec les pays les plus pauvres, donc les plus vulnérables, de la région.** Lors du sommet de Ventiane qui s'est tenu au Laos les 27 et 28 novembre 2004, le Japon a participé à un « mini-sommet » réunissant le Japon et les trois pays indochinois, Viêtnam, Cambodge et Laos. L'un des principaux dossiers traité lors de ce sommet a été celui du bassin du Mékong, qui constitue justement un sujet de contentieux avec la RPC dont les projets nationaux de développement pourraient nuire aux économies des pays de la région.³⁴ Lors du sommet de Ventiane, Tokyo a donc lancé l'initiative pour le développement de la région du Mékong avec un budget de 1,3 milliards de dollars sur trois ans.

Conclusion

Le drame qui s'est produit dans l'océan indien le 26 décembre 2004 a en partie bouleversé, au-delà des conséquences humaines et économiques, le jeu stratégique dans la région. **Tokyo a en effet été l'un des premiers pays à offrir un volume d'aide important, à la hauteur de sa puissance économique, alors que dans un premier temps Pékin, qui projetait pourtant l'image d'une puissance dominante et incontournable dans la zone, n'a pas saisi l'importance de la catastrophe et n'a offert qu'une aide extrêmement limitée.**

De leader dans l'initiative en Asie du Sud-Est, **la RPC apparaît donc aujourd'hui comme essentiellement réactive.** L'annonce d'une forte augmentation de l'aide chinoise, plusieurs jours après la catastrophe, apparaît en effet essentiellement comme une réaction face à l'ampleur de la mobilisation internationale, et surtout face à un investissement massif, financier et militaire, des Etats-Unis, du Japon et de l'Inde auprès des pays touchés par la catastrophe.

Au-delà de sa dimension humaine, la catastrophe de l'Océan indien constitue donc un nouveau champ d'expression de la rivalité de puissance qui se développe entre Pékin et Tokyo en Asie.

³⁴ En tant que principal actionnaire de la banque asiatique de développement le Japon joue un rôle majeur dans les projets de développements du bassin du Mékong.

Note 7

Les rééquilibrages stratégiques en Asie après le raz de marée

Le raz de marée qui a balayé l'Asie du sud et du sud-est autour du Golfe du Bengale le 26 décembre 2004, a ouvert un nouveau champ d'expression aux rivalités latentes dans la région. La surenchère de l'aide, et le discours des différents Etats autour de cette aide, ont été les moyens d'expression de cette rivalité qui influence aujourd'hui fortement les relations internationales et les équilibres stratégiques en Asie.

Dans ce contexte, l'empressement manifesté à apporter son aide et plus encore à manifester sa présence - y compris militaire - dans la région démontrent que, **pour l'ensemble des puissances impliquées, l'Asie du Sud-Est représente un enjeu stratégique essentiel par delà les discours sur les progrès de la régionalisation et de l'intégration économique.**

Enfin, l'aide apportée aux populations victimes du raz de marée est apparue comme le moyen de **redistribuer les cartes au niveau régional, offrant l'opportunité macabre de «corriger» certaines perceptions** alors que, dans la région, l'image ou le « théâtre » de la puissance, comme dans l'opéra chinois ou le kabuki, importent au moins autant que la réalité des capacités. Dans ce théâtre, chaque puissance intervenante défendait des intérêts spécifiques.

Les motivations américaines dans le contexte asiatique

Après un temps d'hésitation, les Etats-Unis ont fortement mobilisé leurs moyens économiques et militaires, dans une véritable démonstration de force, pour venir en aide à l'Asie. Pour Washington en effet, l'Asie du Sud-Est, et notamment l'Indonésie, représente un intérêt stratégique à plusieurs titres. Les Etats-Unis considèrent que, dans le **cadre de la lutte contre le terrorisme**, l'Indonésie **constitue un « objectif » important en tant** que premier Etat musulman en Asie, Etat par ailleurs fragilisé et susceptible de servir de base arrière aux organisations terroristes internationales.

L'aide massive apportée à l'Indonésie a ainsi permis aux stratèges américains de renouer, par delà les réticences du Congrès, des liens militaires considérés comme importants avec les autorités indonésiennes, exploitant ainsi rapidement les avantages offerts par l'élection du général Yudhoyono sans doute plus favorable que ses prédécesseurs à une coopération accrue avec les Etats-Unis. Alors que, il y a quelques mois, l'Indonésie et son voisin malais exprimaient leurs réserves devant les projets de patrouilles communes, sous l'égide de

Washington, dans le détroit de Malacca, **ce sont** aujourd'hui 13 000 hommes et un porte-avion qui mouillent dans les territoriales indonésiennes pour un temps encore indéterminé.

Le contexte géographique de l'aide apportée, dans la province de Aceh, toujours en partie tenue par les rebelles du GAM, permet également, par l'ampleur des effectifs et des moyens, de **reprendre pied peut-être à long terme dans la région**. La même évolution pourrait également se produire au Sri Lanka, où le mouvement des Tigres tamouls semble craindre une « invasion » étrangère qui marginaliserait ses positions dans des jusqu'alors fermées au monde extérieur. Par ailleurs, à Aceh comme au Sri Lanka, les **suites du tremblement de terre ont mis en évidence les capacités d'action très limitées des** mouvements indépendantistes pour aider les populations qu'ils sont supposé représenter. Ainsi, alors que les Etats-Unis avaient pu apparaître comme stratégiquement en retrait en Asie du sud-Est, particulièrement depuis la guerre d'Irak, les suites du raz de marée ont permis à Washington de réaffirmer leur intérêt agissant dans la zone. L'aide a par ailleurs été déployée, dans un premier temps, dans le cadre d'une « coalition » qui reprenait l'architecture du système de sécurité américain en Asie.

Dans le contexte de la réflexion sur le redéploiement des forces américaines dans le monde et en Asie, l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud occupent en effet avec le Japon une place importante à la fois dans le contexte de la guerre globale contre le terrorisme mais également en cas de conflit en Asie.

L'aide américaine à l'Asie est donc apparue comme **la mise en oeuvre pratique de ces nouveaux schémas**, impliquant la mobilisation de moyens basés au Japon et en Corée du Sud et acheminés ensuite jusqu'aux zones de crise avec l'accord des pays de la région, en liaison avec les alliés japonais et Australiens. Ces opérations ont également permis de tester le réseau de bases existant par exemple en Thaïlande où la base de Utao a servi de PC aux forces américaines et japonaises.

Le Japon particulièrement actif

L'aide japonaise, dont la dimension militaire est également remarquable, s'inscrit donc dans ce schéma du système de sécurité régional, centré autour des Etats-Unis, **elle répond également à une logique: propre de réaffirmation de la puissance et des moyens d'action de Tokyo dans la zone**.

Comme Washington, le Japon apparaissait en effet comme en retrait en Asie du sud-est, réagissant plus qu'agissant, notamment au niveau économique face aux offensives de la RPC. L'importance de l'aide promise, plus de 500 millions de dollars dont 250 millions d'ores et déjà versés, a rétabli en Asie la hiérarchie des capacités d'intervention, notamment face à la

Chine. Au niveau des capacités d'intervention militaire, l'envoi de 800 hommes à Aceh, la mise en place d'un PC de commandement **interarmes** à **Utapao**, l'envoi **immédiat de deux bâtiments sur zone ont constitué une démonstration éclatante et sans doute voulue de la capacité de « réaction rapide » et 'intervention « armée » de la puissance « pacifique » japonaise.**³⁵ Une fois encore, un mois à peine après l'incursion d'un sous-marin chinois dans les eaux territoriales de l'archipel, il ne peut s'agir d'un hasard. Par ailleurs sur la scène intérieure, le rôle « humanitaire » joué par les forces japonaises après la catastrophe en Asie pourrait également faciliter l'adoption d'une nouvelle loi renforçant les capacités d'action **du** Premier ministre en période de crise, par la mise en place, au niveau du Cabinet, d'un *joint info council* et d'un *joint info headquarter*.³⁶

Les opérations - notamment dans la difficile zone d' Aceh - constituent également le moyen de réaffirmer à nouveau la solidité et la légitimité « pacifique » de l'alliance nippo-américaine et sans doute par la même occasion de tester dans l'urgence les **capacités d'action commune**. Enfin, le fait que l'envoi des forces japonaises ait eu lieu à la demande des gouvernements thaïlandais puis indonésien, à la suite dans ce dernier cas d'un entretien entre les deux ministres de la défense au cours du sommet de Jakarta, a également démontré que -en dépit du passé - les **capacités militaires d'un Japon « normalisé »** sont aujourd'hui les bienvenues dans la région. A tout ces niveaux d'intervention, ce sont donc les positions chinoises, et le discours de Pékin sur la renaissance du militarisme japonais qui se sont trouvés fortement marginalisés.

Une Chine en retrait

Face à cette offensive américano-japonaise, face à une Inde qui, touchée elle-même, offre son aide au Sri Lanka et démontre, en dépit de la crise, ses capacités de mobilisation militaire, **la RPC est apparue comme largement impuissante, même si Pékin a pu gagner son jeton de présence à la conférence de Jakarta en portant son aide à 62 millions de dollars quelques jours après le séisme.** En termes d'image, cette impuissance a fortement contrasté avec le discours développé par la RPC, notamment en direction de l'Asie du Sud-Est lors du sommet de Vientiane les 27 et 28 novembre 2004.

Par ailleurs, au niveau des capacités d'intervention militaire, face aux rivaux indiens et japonais, sans parler des Etats-Unis, la RPC a également démontré ses limites notamment en matière de logistique. Si ces limites permettent de relativiser les discours sur la menace

³⁵ Le contingent japonais devrait dépasser les 1000 personnes

³⁶ *Daily Yomiuri*, 10-01-05

militaire chinoise, elles peuvent renforcer la nécessité pour Pékin de privilégier les avantages dont elle dispose et qui « font la différence » dans les domaines balistiques et nucléaires. **Mais ces signes de faiblesse pourraient également avoir des conséquences préoccupantes pour le pouvoir dans une population soumise à un discours officiel de «super-puissance » qui se trouve aujourd'hui compromis.**

Face à ces difficultés, la presse officielle chinoise, se trouve sur la défensive, justifiant la faiblesse de l' aide et mettant en avant la « reconnaissance de la communauté internationale ». Ainsi, selon le discours officiel « l'aide chinoise, venant du creur, ne peut- être évaluée en argent ». ³⁷ Insistant sur leur propre pauvreté, les autorités chinoises déclarent également que « 2,5 millions d'aide chinoise, c'est comme 500 millions de dollars d'aide japonaise » ³⁸ dans un contexte de remise en cause par Tokyo de l'aide au développement accordée à la RPC.

En ce qui concerne le choix des objectifs, le Sri Lanka a été privilégié avec l'envoi d'une équipe médicale. Là encore, la presse chinoise a choisi d'insister sur le fait que « de toutes les équipes médicales, l'équipe chinoise a été la seule à être officiellement reçue par le ministre de la santé du Sri Lanka » ³⁹. **Derrière ce positionnement et ces « remerciements » soigneusement recensés, on décèle donc une volonté forte de reconstruire l'image d'une Chine puissante et agissante, cherchant à reprendre l'initiative.**

Enfin, le déploiement militaire fortement médiatisé des forces américaines, japonaises et indiennes dans la région ne peut que préoccuper les stratèges chinois, dont l'objectif demeure d'obtenir un désengagement des Etats-Unis dans la zone et une marginalisation du Japon. Plus concrètement, on peut s'interroger sur l'état des bases d'écoute chinoises construites sur les îles Coco au large de la Birmanie, ainsi que sur les installations portuaires qui font partie de la coopération militaire sino-birmane et offraient à la marine chinoise un accès dans l'Océan indien.

Les ambitions de la puissance indienne

De son côté New Dehli, en refusant une partie au moins de l'aide internationale et offrant au contraire une aide financière de 25 millions de dollars tente de transformer l'image traditionnelle de pauvreté du pays. Mais là encore, ce « travail sur l'image », qui

³⁷ *People's Daily Online*, 08-01-05

³⁸ *Xinhuanet*, 28-12-04

³⁹ *People's daily Online*, idem

reflète une évolution réelle de l'Inde longtemps mal perçue à l'extérieur **s'inscrit aussi dans un jeu de rivalité de puissance avec la Chine et témoigne de la volonté indienne de se positionner comme le véritable leader de l'Asie du Sud.** La participation initiale de l'Inde à la coalition des pays donateurs initiée par les Etats-Unis visait dans ce texte à **confirmer le « partenariat stratégique », fondé sur une analyse commune des équilibres asiatiques, qui se met en place avec Washington depuis la fin de l'année 2000.**

Il s'agit donc pour les autorités indiennes de s'affirmer comme puissance, rejetant ainsi les prétentions de Pékin au leadership régional. Dans ce contexte, la dimension militaire n'est pas non plus absente, puisque, touchée elle-même par les raz de marée, l'Inde a envoyé des forces au Sri Lanka, dans sa zone d'influence directe.⁴⁰ Enfin, au niveau global, **les initiatives très médiatisées de l'Inde renforcent également la légitimité de sa candidature à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.**

Conclusion

Si l'on a beaucoup glosé la « rivalité » entre l'Europe et les Etats-Unis, on voit donc que les suites du raz de marée démontrent également une rivalité préoccupante entre les grandes puissances - régionales ou extrarégionales - qui jouent un rôle en Asie.

A ce titre, l'Australie qui offre à l'Indonésie un montant d'aide colossal (780 millions de dollars) s'inscrit également dans cette volonté de mettre en avant son rôle positif et son engagement dans une zone stratégiquement vitale, et de réaffirmer ainsi, après l'épisode de Timor oriental, la légitimité de son « asianité ».

⁴⁰ Il faut d'ailleurs noter que l'essentiel de l'aide chinoise est également destinée au Sri Lanka

Note 8

La relation Japon -Taiwan

Les relations entre le Japon et Taiwan sont définies par **la déclaration commune sino-japonaise de 1972**, qui juxtaposait les deux points de vue chinois et japonais et rappelait les termes de l'article 8 de la déclaration de Postdam, selon lesquels le Japon s'engageait à rendre Taiwan et les îles Penghu à la Chine, sans qu'évidemment à l'époque la nature de « la Chine » soit spécifiée.⁴⁰ Les années d'après guerre avaient été caractérisées par **l'appartenance de Taiwan et du Japon au «camp occidental» et l'ancrage solide de Tokyo et de Washington dans le dispositif militaire américain de « containment » du communisme en Asie. Mais, avec l'émergence du conflit sino - soviétique, la menace chinoise est apparue comme beaucoup moins urgente, Pékin étant loin d'avoir les capacités militaires autonomes suffisantes pour jouer un rôle décisif dans la question de Taiwan.**⁴¹

Le choix d'une stratégie réformiste d'ouverture en Chine en 1979, a contribué, avec le rapprochement stratégique inauguré au début de la décennie par Nixon et Kissinger, un peu plus au rapprochement entre Pékin et Tokyo, fortement soutenu par les milieux économiques, ainsi qu'à la marginalisation d'une « République de Chine » qui n'avait elle-même que très modestement amorcé, avec Jiang Jinguo, son tournant démocratique. Très vite, les relations entre Tokyo et Taipei ont donc été avant tout , l'évolution des relations entre Pékin et Tokyo selon un système des vases déterminées par communicants relativement indépendant d'ailleurs des positions américaines.

Le tournant de 1989

Dans cette logique, 1989 a constitué un tournant important dans les relations nippon-taiwanaises, avec d'une part **le choix de la répression et l'abandon des velléités de réformes politiques en RPC**, et de l'autre **l'arrivée au pouvoir à Taipei, en 1988, du président Lee Teng -Hui et l'achèvement réussi du processus de démocratisation de l'île.**

Ces deux éléments ont contribué à renforcer **les courants favorables à Taiwan au Japon**, en leur accordant notamment une légitimité idéologique qu'ils n'avaient peut-être pas autant

⁴⁰ Le gouvernement chinois déclare que Taïwan est une partie inaliénable de la Chine et le gouvernement japonais « comprend pleinement cette position et la respecte », reprenant ainsi les termes du communiqué commun sino-américain.

⁴¹ Qui d'ailleurs, paradoxalement, ne revêtait pas pour Pékin l'importance qu'elle a acquise aujourd'hui comme si toute la « légitimité du pouvoir actuel s'y était retranché »

lorsque les liens avec Taiwan étaient l'apanage des factions de droite anticommunistes les plus extrémistes au sein du PLD et du KMT.⁴²

Lee Teng-Hui, éduqué au Japon, taiwanais plus « japonais que Chinois » selon les critiques virulentes de Pékin, « doublement traître » au titre d'indépendantiste taiwanais proche de l'ancienne puissance coloniale japonaise, a fortement oeuvré en faveur de **liens plus étroits avec Tokyo et permis le renforcement des liens entre le KMT et le PLD** sur de nouvelles bases, résultat d'une convergence idéologique fondée sur **les valeurs commune de la démocratie et du libéralisme économique.**

Par ailleurs, **le tropisme pro-japonais de Lee Teng-Hui et de ses successeurs indépendantistes**, et qui repose notamment sur le rejet d'une Chine perçue comme plus prédatrice que l'ancienne puissance coloniale, **renvoie à Tokyo une image positive qui accompagne le mouvement de « retour à la normalité » présent dans l'archipel.**

A plusieurs niveaux, **Taiwan se présente comme une " success story" japonaise, au point que Pékin dénonce aujourd'hui « l'infiltration idéologique et économique du Japon dans l'île ».** Première colonie du Japon Meiji, la démocratie taïwanaise a « hérité » des infrastructures laissées par la colonisation. Ses dirigeants, Lee Teng-Hui mais également Koo Chen-Fu, ancien président de la fondation pour les échanges entre les deux rives récemment décédé, sont des produits du programme d'intégration par l'éducation mis en place par les autorités impériales à l'époque coloniale. Enfin, même si cela n'est **jamais ouvertement dit à Tokyo, cette ex-colonie japonaise - contrairement à d'autres ex-colonies occidentales - a réussi sa transition démocratique.**

Dans une volonté de se démarquer du « modèle chinois », les autorités taiwanaises n'ont dénoncé que très modérément les visites du premier ministre japonais au Temple de Yasukuni, où sont d'ailleurs également honorées les âmes des soldats taiwanais enrôlés dans l'armée impériale, appelant au contraire à « regarder vers l'avenir ».⁴³

Enfin, on peut considérer que, dans une certaine mesure, **Tokyo et Taipei partagent la même soif de reconnaissance, la même volonté de « normalité ».** En effet, Taipei aujourd'hui soutient la volonté du Japon de jouer un rôle plus important pour « la paix et la stabilité » en Asie, en mettant en avant la communauté d'intérêts stratégiques qui unirait Tokyo et Taipei face à la « menace chinoise ». Ces liens étroits, favorisés par l'histoire

⁴² PLD : parti libéral démocrate au pouvoir au Japon et KMT : Kuomintang, parti nationaliste au pouvoir à Taiwan jusqu'à l'élection du président indépendantiste Chen Shuibian en 2000.

⁴³ Déclaration de Chen Shuibian lors de la visite de Koizumi Junichiro au Temple de Yasukuni en 2002. 200 000 taiwanais auraient été engagés dans l'armée impériale à l'époque coloniale.

personnelle de Lee Teng-Hui se sont toutefois poursuivis avec le Président Chen Shuibian, qui n'a lui-même pas été éduqué au Japon mais qui met également en avant ses liens avec l'archipel. La spécificité des relations avec le Japon constitue ainsi **un marqueur de différence entre les Taiwanais d'origine et les « continentaux »** arrivés après la guerre avec les troupes du Kuomintang.

Des relations étroites

En dépit de la rupture de 1972, les relations « non gouvernementales » entre Taipei et Tokyo sont donc restées vivaces. **Au niveau économique tout d'abord, en 2003 les échanges avec Taiwan s'élevaient encore à 45 milliards de dollars, soit « moins » de trois fois moins qu'avec la RPC en dépit de la différence de masse des deux entités. De même un peu moins de 20 000 citoyens japonais sont installés à Taiwan, ce qui, ne serait-ce qu'à ce titre, impose à Tokyo de prendre en compte les risques de conflits avec Pékin notamment en termes d'évacuation et de protection de ses citoyens.**

Au niveau politique, des liens étroits ont été maintenus au travers notamment de nombreuses visites « privées » ou en dessous du niveau des cabinets ministériels. En ce qui concerne les visites toutefois, les pressions de Pékin pour interdire tout contact ont tendance à se renforcer, provoquant en retour une radicalisation des positions japonaises qui « refusent de céder ». **Dernière exemple de cette « guerre des invitations », Tokyo a accordé au mois de décembre 2004 un visa sans raison de santé particulière à l'ancien président Lee Teng-Hui.**⁴⁴

En ce qui concerne les partis politiques, des groupes de pression influents ont été mis en place dès la fin des relations officielles avec Taiwan, avec la création en 1973 du *LDP Diet's members dialogue group*, destiné à promouvoir les relations avec Taiwan et qui comprenait avant les dernières élections législatives 320 membres. En 1997, le parti d'opposition DP (*Democratic Party*) a également mis en place son propre groupe de dialogue, particulièrement en direction du DPP . Ces groupes de parlementaires ont permis d'activer des réseaux politiques qui pour certains vont jusqu'à réclamer la reconnaissance de l'indépendance de Taiwan.⁴⁵

De son côté, le DPP, avant même l'arrivée au pouvoir de Chen Shuibian a également mis en place des réseaux de contact et d'influence avec le Japon, brisant le monopole du KMT en la matière.

En termes d'influence politique, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Junichiro Koizumi, les groupes favorables à Taiwan - si ce n'est à l'indépendance - ont vu leur poids se renforcer, alors que dans le même temps celui de la tendance « pro-Pékin » héritée des années 1970 s'est

⁴⁴ La mention de la visite de Lee à son « ancienne université » a particulièrement agacé Pékin.

⁴⁵ La dernière initiative d'un groupe de parlementaires japonais allant dans ce sens remonte au mois de novembre 2004.

considérablement réduite. Ce phénomène s'est trouvé accentué par le fait que, alors que les relations avec Taiwan au sein des partis politiques ou de l'Administration étaient plutôt confiées à de «jeunes » politiciens, cette nouvelle génération est aujourd'hui en train d'occuper des places plus importantes dans les partis et l'administration y compris au sein du Ministère des Affaires étrangères traditionnel bastion de la faction « prochinoise ».⁴⁶

⁴⁶ Contrairement au Boeicho et aux forces d'autodéfense

Note 9

Le Japon et l'ONU

Pour le Japon, « la question de la réforme du Conseil de sécurité est en discussion depuis plus de 10 ans et il est temps d'agir ». Et en effet, jamais Tokyo n'avait semblé si près de son objectif déclaré d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité aux côtés de l'Allemagne, du Brésil, de l'Inde et du Nigeria, pays avec lesquels Tokyo a d'ailleurs développé une stratégie d'alliance et d'action en commun.

Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU, s'était prononcé en faveur d'une réforme, fixant pour la première fois une date butoir à la prochaine Assemblée générale 2005. Surtout les grandes puissances comme bien entendu les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et même la Russie s'étaient prononcés en faveur d'une réforme et de la candidature de Tokyo. En dépit des atouts de l'archipel en la matière, l'opposition virulente de la RPC, qui voit dans la candidature Japonaise un risque de dilution de son propre pouvoir symbolique en Asie, qui craint par ailleurs un renforcement du « camp occidental » autour des Etats-Unis notamment sur les questions particulièrement sensibles de Taiwan ou de la Corée du Nord, pourrait toutefois remettre en question ces avancées de la diplomatie Japonaise.

Peut-être plus encore que Berlin qui bénéficie aujourd'hui de l'intégration au sein de l'Europe, Tokyo a comme premier objectif, en obtenant une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU reconnaissant son poids international, de mettre un terme définitive à la seconde guerre mondiale. Outre la revendication d'un siège de membre permanent au même titre que les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, il s'agit en effet pour le Japon – et l'Allemagne – d'aboutir à une disparition du terme « d'ex-pays ennemi » qui les caractérisent toujours dans le charte de l'ONU.

Cet objectif accompagne la stratégie de retour à la normalité progressivement mise en place par Tokyo depuis la fin de la guerre froide. Il suscite une opposition d'autant plus vive de la part des autorités chinoises que les références historiques à la « grande guerre de résistance contre le Japon » continuent, comme jadis en URSS avec l'Allemagne, de constituer l'un des fondements idéologiques majeurs du Parti. Par ailleurs, même si la RPC est de plus en plus isolée en la matière, il s'agit pour Pékin de préserver le plus longtemps possible ce rapport de force figé, hérité de la seconde guerre mondiale, qui lui est très favorable.

Le Japon et l'ONU : un contributeur majeur

Le Japon a mis en place, depuis la fin des années 1980, une stratégie particulièrement dynamique dans le contexte de ses ambitions onusiennes. Premier élément de cette stratégie, la mise en avant de l'importante contribution du Japon au budget de l'ONU.

En effet, alors que le PIB du Japon correspond à un peu plus de 15% de la part du PIB mondial, la contribution du Japon au budget de l'ONU en 2004 s'est élevée à 19,46%, c'est-à-dire plus que l'ensemble des membres permanents hors Etats-Unis.⁴⁷ Dans le même temps, la contribution des Etats-Unis, dont le PIB représente 30 % du PIB mondial n'a atteint que 22 % et, plus significatif encore pour Tokyo, la part de la Chine, dont l'économie est en pleine croissance et qui représente d'ores et déjà 4% du PIB mondial n'a atteint que 2,05 % du total.

Tokyo met également en avant sa contribution financière aux opérations de maintien de la paix puisque la part de la participation financière du Japon en la matière atteint 20 % du Budget total.

Mais Tokyo brandit également la menace d'une réduction de sa participation au cas où le Japon se heurterait à une trop forte opposition. En 2004, le premier ministre Koizumi a ainsi réaffirmé la volonté de l'archipel d'obtenir une révision des barèmes de calcul des contributions en 2006, soit quelques mois après la date limite fixée par le Secrétaire générale de l'ONU pour une réforme du Conseil de sécurité. De son côté, la RPC s'oppose à toute révision et insiste sur le maintien de critères prenant en compte dans les calculs, outre le PIB, celui du revenu par habitant qui lui est très favorable.

Une stratégie dynamique

Mais, outre cette participation financière majeure, qui justifie aux yeux des dirigeants japonais que le Japon ait un droit de regard déterminant sur les décisions prises au sein du Conseil de sécurité, Tokyo a également développé une stratégie de « niches » diplomatiques, autour des thèmes de l'aide au développement, notamment en direction des pays africains particulièrement courtisés, ainsi que du désarmement et de la lutte contre la prolifération. Dans ce cadre, il s'agit pour le Japon de mettre en avant sa « capacité et à sa volonté à assumer des responsabilités globales », en insistant sur les *devoirs* plutôt que sur les *droits*.

⁴⁷ France : 6 %, Grande-Bretagne : 6%, Chine : 2 % et Russie, 1,1%. La contribution de l'Allemagne atteint 9 % et celle de l'Inde 0,42%. En dollars, le montant de la contribution Japonaise a atteint 280 millions de dollars en 2004.

S'il est repassé en 2001, derrière les Etats-Unis, au deuxième rang mondial, le budget Japonais d'aide au développement demeure conséquent avec un montant de 7,64 milliards de dollars prévu en 2005. Il s'inscrit par ailleurs dans un projet, une « stratégie pour un nouveau développement » qui se proclame plus globale et proche des besoins des populations.⁴⁸ Dans un contexte de réduction budgétaire, les stratégies d'attribution sont également devenues plus sélectives, et l'Afrique, dont le principal avantage réside dans le nombre des Etats qui la compose et les immenses besoins qu'ils expriment, constitue une cible privilégiée des programmes ODA du Japon, avec un montant qui est passé de 1 % à la fin des années 1980 à près de 11% du total aujourd'hui.⁴⁹

Cette aide s'est accompagnée d'un volet institutionnel avec l'organisation à Tokyo des conférences TICAD sur le développement de l'Afrique, destinées notamment à encourager les investisseurs internationaux. Puissance « non-occidentale », le Japon a également adopté une position quasi tiers-mondiste en prônant, à l'occasion notamment du prochain anniversaire de la conférence de Bandung, un renforcement de la coopération Asie-Afrique et du dialogue « Sud-Sud ». Dans cette orientation, le Japon soutient financièrement le « fonds pour la sécurité de l'homme » (*Human Security Fund*), qui intègre la notion de « microprojets » et le rôle des ONG.

A un autre niveau, le Japon affiche également des positions « en pointe » sur la question du désarmement, en mettant en avant le caractère spécifiquement « pacifiste » de l'archipel. Le premier ministre allant même jusqu'à justifier la candidature du Japon par sa caractéristique unique de seul pays ayant subi un bombardement atomique.

Mais dans le même temps, le Japon souligne également sa participation active aux opérations de maintien de la paix, plus d'une dizaine à des titres divers depuis l'adoption en 1992 de la nouvelle loi sur la participation des forces d'autodéfense aux opérations de maintien de la paix. Il s'agit ici de démontrer que Tokyo est prête à s'engager physiquement et non plus uniquement financièrement pour le maintien de la paix dans le cadre de l'ONU.

⁴⁸ En ce sens, les projets Japonais sont aux antipodes des positions chinoises qui soulignent toujours que les programmes d'aide au développement de Pékin, offerts aux gouvernements sont attribués sans conditions et sans contrôle.

⁴⁹ Dans le même temps, la part de la Chine était fortement réduite, et devrait être définitivement supprimée en 2008 même si l'ensemble de l'Asie continue de largement dominer les programmes d'attribution. Le Japon a également fait preuve d'un activisme particulier lors du tsunami du 26 décembre 2004 en offrant une aide de 500 millions de dollars à la région.

Un résultat mitigé

En dépit de ces efforts, il n'est toutefois pas certain que Tokyo obtienne la véritable victoire diplomatique que le Japon attend. L'offensive de la Chine, les autorités chinoises ayant choisi une stratégie de crise et de montée aux extrêmes face aux délais imposés par le Secrétaire général, pourrait avoir comme résultat une nouvelle mise de côté de la réforme du Conseil de sécurité. La question pourrait en effet difficilement être résolue sans prise en compte des aspirations du Japon mais la montée des tensions avec la Chine pourrait également pousser à repousser les délais de décision. A ce titre, la stratégie chinoise de soutien à l'Inde et à l'Allemagne, qui suscitent eux-mêmes des oppositions de la part du Pakistan et de l'Italie pourrait également avoir pour effet d'éloigner un peu plus le consensus nécessaire.

Mais si la stratégie de crise de Pékin est victorieuse, elle le sera au prix d'une sévère dégradation des relations avec Tokyo, ainsi que d'une dégradation de l'image de la Chine en tant que puissance responsable, sur la scène internationale.

Cette stratégie de prise de risque de la part de Pékin s'explique à plusieurs niveaux, intérieur et extérieur. Sur la scène politique intérieur, la « victoire » du Japon ne pourrait être interprétée que comme une défaite de dirigeants accusés de ne pas avoir fait preuve de suffisamment de fermeté pour préserver les intérêts de la Chine. Sur la scène internationale, l'entrée du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU ne pourrait que renforcer le « camp occidental » autour des Etats-Unis, alors que des intérêts majeurs pour Pékin sont en jeu en Asie autour de Taiwan et de la Corée du Nord.

Significativement, le ministre chinois des affaires étrangères a rappelé que le Japon avait « nuit à la Chine » en raison de son refus de « contempler l'histoire » mais également en raison de « ses positions sur Taiwan et sur les questions territoriales ». Au mois de février 2005, Tokyo et Washington avaient en effet publié un communiqué commun citant « la solution pacifique de la question taiwanaise » comme un « préoccupation stratégique commune ».

De son côté, en cas d'échec, Tokyo brandit la menace du contournement d'un Conseil de sécurité dénoncé comme de moins en moins représentatif par des formats ad hoc tels que le

G8, mais également les « coalitions » du type de celle qui est intervenu en Irak, ou les groupements régionaux du type APEC, ASEM ou ASEAN.⁵⁰

La remise en cause d'institutions onusiennes perçues comme bloquées n'est donc pas à exclure si la RPC atteint son objectif de préservation sans évolution d'institutions historiquement très marquées. Au-delà du succès de la candidature japonaise en faveur de laquelle Paris d'est prononcée le défi est donc plus global et porte sur l'avenir et le rôle de l'ONU. Sur ce thème comme sur d'autres, la persistance de rivalités en Asie pour une large part déterminées par les caractéristiques politiques du système chinois, risquent d'imposer aux puissances extérieures, et tout particulièrement aux membres du Conseil de sécurité, une nécessité de choix elle-même potentiellement source de tensions accrues.

⁵⁰ Déclaration de l'Ambassadeur du Japon en Inde, avril 2005.

Note 10

Le Japon face à la menace nord-coréenne

Le Japon est aujourd'hui avec la Corée du Sud la puissance dont les intérêts de sécurité sont le plus directement liés à l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne. La menace nord-coréenne, héritée de la guerre froide mais qui, depuis l'effondrement de l'URSS, a acquis une dynamique propre beaucoup plus difficile à contrôler, se caractérise en effet pour Tokyo par sa multidimensionnalité, qui en rend le traitement particulièrement complexe.⁵¹

La « menace nord-coréenne » se décompose en effet en plusieurs éléments qui vont de la menace militaire directe, aux menaces liées à la remise en cause des régimes de prolifération et au terrorisme, enfin à la question des personnes enlevées et des risques non traditionnels que la Corée du Nord fait peser sur l'archipel. Face à cette multiplication des niveaux de menace, les réponses ne peuvent être uniques, de nombreux facteurs doivent être pris en compte, des exigences de l'alliance avec les Etats-Unis – principale garantie de sécurité du Japon – à la volonté d'apaisement destinée à éviter une crise majeure en passant par la prise en compte de l'évolution de l'opinion publique.

Menace militaire directe

De part sa proximité géographique, la menace nord-coréenne constitue pour le Japon une menace militaire directe dont il serait difficile de s'abstraire. Sans même prendre en compte les plus récents progrès balistiques de la Corée du Nord, les grands centres de population du Japon se trouvent à la portée des missiles nord-coréens Nodong, testés en 1993, déployés depuis la seconde moitié des années 1990 dont le nombre s'élèverait à 100 ou 200.

Cette menace militaire directe est d'autant plus préoccupante pour Tokyo, que la capacité balistique de la Corée du Nord s'exerce indépendamment du risque nucléaire mais peut-être également lié à l'utilisation de charges chimiques ou biologiques. Le risque posé par les armes de destruction massive est également pris en compte dans l'archipel dans sa dimension terroriste, ceci d'autant plus que le Japon est le premier pays à avoir subi une attaque chimique de grande envergure avec l'attentat au sarin de la secte Aum dans le métro de Tokyo. Les experts Japonais insistent par exemple sur le rôle joué par les forces spéciales

⁵¹ Miyajima Akiyo, Ambassade du Japon à Seoul, intervention au *URI Party Foundation symposium on Peace and Prosperity in Asia*, Seoul, 13-01-2005.

nord-coréennes, susceptibles de monter des opérations à partir d'incursions maritimes auxquelles le Japon a été très souvent confronté.

A un autre niveau, le Japon fait également face à des risques non traditionnels liés aux trafics divers d'amphétamine, d'armes de poings ou de fausse monnaie en provenance de Corée du Nord ; trafics qui alimentent la pègre locale dont certains clans sont par ailleurs liés au régime de Pyongyang.

Cette menace directe, liée à l'utilisation possible des armes de destruction massive et aux capacités balistiques de la Corée du Nord, place aujourd'hui Tokyo, au même titre que Seoul, en position d'otage du régime Nord-Coréen. Le caractère immédiat et concret de cette menace, particulièrement depuis le tir de missile Tae-po-dong au dessus de l'archipel au mois d'août 1998, a en effet constitué un facteur de prise de conscience des risques dans la population, contribuant à créer un sentiment de vulnérabilité paradoxalement largement absent au cours de la guerre froide.

La très réelle menace nord-coréenne a donc permis l'acceptation dans la population, des évolutions les plus récentes de la politique de défense de l'archipel et du rôle des FAD (forces d'autodéfense).

Le défi aux politiques de non-prolifération

L'implication forte du Japon dans les questions de désarmement et de non-prolifération, qui constituent une véritable niche de politique étrangère pour Tokyo, liée au thème du retour à la normalité de l'archipel et à ses ambitions onusiennes, rendent particulièrement grave et inacceptable pour Tokyo la stratégie de prolifération revendiquée et provocante de la Corée du Nord.

Par ailleurs, le soutien actif aux engagements de non-prolifération et à leur renforcement fait officiellement partie de la politique de sécurité du Japon dans la mesure où cela contribue en théorie à « stabiliser l'environnement de sécurité de l'archipel en réduisant les risques ».⁵²

Par ailleurs, la dimension « proliférante » et liée au terrorisme de la menace nord-coréenne, a permis, particulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001, de réinsérer – en la légitimant – la problématique de sécurité du Japon, essentiellement régionale, dans une problématique globale de lutte contre le terrorisme. La question nord-coréenne a ainsi favorisé la consolidation avec les Etats-Unis d'un sentiment « d'intérêt commun », fondement d'une

⁵² Idem.

l'alliance nippo-américaine que la fin de la guerre froide avait un temps semblé ébranler et pour le maintien de laquelle le Japon est prêt à payer un coût important tel que l'envoi de troupes en Irak en dépit de divergences d'analyse discrètement exprimées

La dimension d'irrationalité de la menace nord-coréenne

La troisième dimension de la menace Nord-Coréenne, est celle de l'irrationalité, qui vient fortement renforcer les deux dimensions précédentes, et qui s'exprime, dans le cas du Japon, au travers de la rocambolesque et délirante affaire des personnes kidnappées sur les côtes Japonaises par les forces spéciales nord-coréennes pour des raisons qui, aujourd'hui encore, demeurent peu compréhensibles. Par ailleurs, la question des personnes kidnappées, dont la réalité a été reconnue par le dirigeant nord-coréen en 2002 lors d'un entretien avec le Premier ministre Koizumi, a permis de légitimer sur la scène internationale, les préoccupations du Japon face à la Corée. De ce fait, et même si comme nous l'avons vu, l'accent est mis sur le pilier de l'alliance avec les Etats-Unis, on a assisté, autour de la thématique des personnes enlevées particulière au Japon, à une autonomisation de la politique de sécurité de l'archipel. Ainsi pour Tokyo, la solution de la question nord-coréenne ne peut être que « globale », et prendre en compte aussi la question des personnes kidnappées qui revêt une importance essentielle pour le pouvoir politique Japonais.

La priorité accordée à la question des personnes enlevées et l'exigence de globalité du traitement de la question nord-coréenne, est au cœur de la « déclaration de Pyongyang » entre le Japon et la Corée du Nord, entérinée à la suite de la visite « historique » du Premier ministre japonais à Pyongyang le 17 septembre 2002. Les pressions de l'opinion publique, interdisent aujourd'hui au pouvoir Japonais de « laisser de côté » la question des personnes kidnappées dont la priorité se situe au moins au même niveau, si ce n'est devant, celle du règlement de la question nucléaire.

Cette position a été renforcée par l'attitude là encore extrêmement provocatrice et insultante de la Corée du nord qui, à l'automne 2004, a fait parvenir à la famille de l'une des personnes disparues, Yokota Megumi, des ossements en réalité anonymes. Comme l'a démontré la seconde visite du premier ministre Koizumi en Corée du Nord au mois de mai 2004 à la veille des élections législatives, cette question constitue un enjeu majeur de politique intérieure dans l'archipel. Dans ce contexte, la position des « modérés », dont la thèse pouvait apparaître à la fin des années 1990 comme dominante, qui prônent, pour la résolution de la question nucléaire nord-coréenne, une « mise de côté » des problèmes annexes tels que la question des

personnes kidnappées au profit de la seule question nucléaire, n'est plus aujourd'hui acceptable.⁵³ Il semble au contraire que c'est aujourd'hui la dimension nucléaire de la menace qui occupe une place secondaire et la question des « révélations » de la Corée du Nord concernant la poursuite de son programme nucléaire semble peser moins lourd que celle des personnes kidnappées. Ainsi, si le Japon a décidé au début de l'année 2005 de suspendre à nouveau son aide alimentaire, rétablie au mois de mai 2004 après trois ans d'interruption, c'est pour répondre à l'absence d'évolution positive sur la question des personnes kidnappées plus qu'au blocage de la question nucléaire.

En accord avec Washington, Tokyo exige donc officiellement le démantèlement total vérifiable et irréversible de l'ensemble du programme nucléaire nord-coréen, mais a obtenu également que la solution de la question des personnes kidnappées soit également mentionnée dans la déclaration commune de sécurité nippo-américaine signée au début de l'année 2005.

Quelles réponses possibles : les limites des capacités japonaises

Face à cette menace multidimensionnelle, le Japon tente de développer des réponses à plusieurs niveaux, mais avec des résultats qui, en raison de l'autolimitation des capacités de défense du Japon, demeurent très limités.

A un premier niveau, la volonté de répondre par des moyens militaires, ou en renforçant l'outil de défense, est indéniable. Cette volonté est par ailleurs soutenue par une opinion publique chez qui la volonté de répondre aux humiliations ou pressions extérieures, que ce soit de la part de la Corée du Nord ou de la Chine, se renforce. Le renforcement de ces capacités militaires, passe toutefois par le filtre de l'alliance avec les Etats-Unis et doit respecter les contraintes constitutionnelles.

Tokyo a donc exprimé à plusieurs reprises, en réponse à la menace Nord-Coréenne, sa volonté de renforcer ses capacités de défense « d'une manière appropriée », et non plus uniquement « minimum » comme c'était le cas auparavant. Manifestation concrète de cette volonté dans le cadre de l'alliance nippo-américaine, le Japon participe très activement à la mise en place de la BMD en Asie, la plupart des stratèges Japonais considérant par ailleurs que la logique de la défense antimissile s'applique pleinement à la situation stratégique de l'archipel, permettant à Tokyo d'acquiescer une forme de « dissuasion par interdiction », particulièrement si la menace des missiles de croisière devait à l'avenir être prise en compte.⁵⁴

⁵³ Funabashi Yoshi, *Chief editorialist Asahi Shimbun*, Uri Foundation, op.cit.

⁵⁴ *East Asian Strategic Review*, op.cit.

Au niveau conceptuel, la menace Nord-coréenne et la participation du Japon à la PSI se trouve également à la source d'une nouvelle réflexion stratégique sur le maintien de la paix sur mer (*Ocean Peace keeping*) qui non seulement sert le renforcement de la puissance maritime du Japon, qui se manifeste aujourd'hui par une présence remarquée dans l'océan indien ainsi qu'en Asie du Sud-est, mais permet également de « traiter » des menaces plus lointaines comme celles posées par le renforcement des ambitions maritimes de la RPC.

Cette volonté de renforcement des capacités militaires s'est traduite au niveau législatif par l'adoption en 2003 d'une série de lois facilitant l'exercice du droit à l'autodéfense revendiqué par l'archipel. Mais si Tokyo insiste sur la nécessité de crédibiliser ainsi ses capacités d'action militaire défensive, la volonté d'éviter toute crise non contrôlée demeure toutefois présente et le Japon demeure hostile à une intervention militaire à l'Irakienne.

Quelle solution pacifique ?

Jusqu'au début de l'année 2005, Tokyo comptait sur la reprise du dialogue à six, réunissant à Pékin les deux Corées, les Etats-Unis, le Japon, la Russie et la République populaire de Chine (la RPC), interrompu après trois exercices au mois de juin 2004. La nouvelle intransigeance de Pyong Yang qui depuis le mois de février 2005 multiplie les déclarations provocatrices et pourrait s'orienter vers un essai semble remettre en cause cette possibilité, même si les provocations de Pyong Yang entre dans une stratégie ancienne de chantage dont on a vu à plusieurs reprises qu'elle était en réalité relativement flexible.

Pour les stratèges Japonais comme pour Washington, l'une des clefs de la reprise du dialogue demeure la RPC, et passe par le renforcement des pressions exercées sur Pékin, qui semblait jusqu'alors s'être satisfait de la poursuite du dialogue « pour le dialogue », afin d'obtenir de la Corée du Nord plus de souplesse. Il semble toutefois que Tokyo soit aujourd'hui relativement pessimiste quant à la volonté de Pékin de jouer un rôle réellement positif.

Au-delà de cette hypothétique influence positive de la Chine, la volonté de Tokyo de « gagner du temps » repose toutefois sur l'espoir de voir le régime nord-coréen évoluer ou disparaître, éventuellement à la suite d'un coup d'Etat, même si officiellement le Japon s'oppose aux théories du changement de régime par la force.

Dans ce contexte, si le Japon déclare souhaiter une solution complète et vérifiable de la question nucléaire nord-coréenne, des aménagements dans les modalités pourraient s'avérer possibles et pour certains analystes au moins l'idée d'une acceptation de fait de la

nucléarisation de la Corée du Nord passant par le retour à une dissuasion garantie par les Etats-Unis ne semble pas faire l'objet d'un rejet absolu.⁵⁵

Mais l'arme principale dont dispose le Japon repose sur la carotte potentielle de l'aide au développement qui pourrait s'élever, si la question nord-coréenne dans toutes ses dimensions était résolue, à plus de 10 milliards de dollars.⁵⁶ A l'inverse, Pyongyang a fait de cette aide économique du Japon, un autre élément de pression sur les Etats-Unis, en exigeant de Washington qu'il impose cette aide à Tokyo si la question nucléaire était résolue sans que celle des personnes kidnappées ne soit prise en compte. Il s'agit la pour Pyongyang d'enfoncer un coin dans l'alliance nippo-américaine à laquelle le régime nord-coréen doit faire face, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Koizumi. Pour le Japon en revanche, selon les termes de la déclarations de Pyong Yang de 2002, seule la résolution totale de l'ensemble de la question nord-coréenne pourrait aboutir à une normalisation des relations et au déblocage de l'aide économique.

Conclusion

En dépit de la multiplicité des réponses mises en œuvre face à la Corée du Nord, les capacités d'action du Japon demeurent donc en réalité extrêmement limitées si Pyong Yang décidait d'accentuer les pressions et de procéder à un essai nucléaire après avoir officiellement revendiqué la possession d'armes atomiques.

Moyen le plus facile à mettre en œuvre, la mise en place de sanctions économiques est aujourd'hui facilitée grâce à l'adoption, au mois de février 2004 d'une loi nouvelle sur le commerce et les échanges internationaux.

Depuis le début de l'année 2005, certains au sein du gouvernement Japonais, essentiellement d'ailleurs pour répondre au blocage de la question des personnes kidnappées, prône en effet l'application rigoureuse des sanctions économiques contre la Corée du Nord, interdisant l'entrée des bâtiments nord-coréens, ainsi que les transferts de fonds. L'efficacité de ces sanctions éventuelles se trouve toutefois limitées par le fait que Pyong Yang continue de recevoir une aide importante de la part de la République populaire de Chine.

En dehors de ces mesures ainsi que d'un soutien possible à une éventuelle action de la communauté internationale, les possibilités d'action du Japon, dans l'Etat de sa législation et

⁵⁵ Entretiens, Monsieur Hara Keiichi, Ambassade du Japon à Paris et Colloque sur la sécurité en Asie, Newport, Naval War College, printemps 2005.

⁵⁶ Ce qui représenterait la moitié du PIB estimé actuel de la Corée du Nord.

de ses choix politique sont quasi inexistantes. L'option d'une action militaire, où d'une nucléarisation dissuasive de l'archipel, n'est, selon l'ensemble des experts, même ceux qui semblent parfois le regretter, pas envisageable.⁵⁷ Une nucléarisation militaire du Japon rencontrerait l'opposition, non seulement bien entendu de l'opinion publique et des voisins de Tokyo mais également des Etats-Unis et de la communauté internationale dans son ensemble, alors que l'un des axes de la politique étrangère de l'archipel est au contraire le retour à la normalité – 60 ans après la fin de la seconde guerre mondiale – à travers notamment l'obtention du statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

A moins d'un bouleversement majeur de tous les équilibres stratégiques en Asie, le Japon, face à la Corée du Nord, demeure donc essentiellement dépendant des Etats-Unis et au-delà de la communauté internationale. Mais si la Corée du Nord décidait de procéder à un test nucléaire, le Japon exercerait sans doute toutes les pressions aujourd'hui en son pouvoir pour obtenir une condamnation très forte, accompagnée d'effets concrets, seul moyen aux yeux de Tokyo de sauver la crédibilité du régime de non-prolifération. En revanche, le découplage de la question nucléaire et de la question des personnes kidnappées ne serait pas non plus acceptable pour Tokyo.

⁵⁷ Au mois de mars 2003, puis au mois de septembre 2004, alors que des activités avaient été décelées sur des bases de missiles nord-coréennes en dépit du moratorium sur les essais de missiles balistiques adoptés en 1999 par Pyong Yang, le Japon s'était toutefois livré à ce qui peut-être assimilé à une gesticulation militaire en mobilisant des avions de surveillance ainsi que des aegis. In International Crisis Group, « North Korea : Where next for the Nuclear Talks », *Asia Report*, n° 87, 15-11-04.

Note 11

La relation Japon – Union Européenne

Longtemps cantonnées au champ économique, **les relations entre le Japon et l'Union Européenne ont connu au cours de ces derniers mois une évolution significative qui s'est traduite par la prise de conscience, à Tokyo comme à Bruxelles et chez les Etats membres, de la nécessité de mieux prendre en compte la dimension stratégique des relations bilatérales.** A ce titre, on peut considérer que ce processus d'approfondissement des liens entre l'UE et Tokyo est également représentatif d'une évolution qui concerne l'ensemble des puissances asiatiques et qui témoigne d'une **prise de conscience à Bruxelles du fait que l'Asie n'est unique et que le développement de l'axe euro-asiatique ne peut se limiter, dans sa dimension stratégique, aux liens avec la Chine.** A l'inverse, **Tokyo a également pris conscience de la nécessité de tenir compte des positions européennes** et de renforcer ses liens – y compris au niveau stratégique – avec un ensemble dont le poids en matière de sécurité ne sera jamais celui des Etats-Unis, mais dont le Japon s'est aperçu qu'il avait un rôle à jouer, fût-ce dans un sens négatif.

L'évolution des relations entre le Japon et l'Union européenne

Les relations entre le Japon et l'Union européenne sont fondées sur la déclaration politique de 1991 qui trace les grands principes de cette relation. Dans ce cadre, les échanges bilatéraux ont été nombreux, prévoyant des rencontres annuelles et pluriannuelles au plus haut niveau. cette relation a longtemps été dominée par la dimension économique qui, jusqu'à une période très récente, l'emportait très largement sur la dimension politico stratégique. **Aux yeux de l'Union européenne, et particulièrement d'Etats membres comme la France, le poids de l'alliance nippo-américaine plaçait en quelque sorte le Japon « hors-jeu » dans une stratégie dont l'objectif était clairement, face aux Etats-Unis, de favoriser l'émergence d'un monde plus multipolaire.** Pour Tokyo, **l'impuissance européenne en matière de politique extérieure et de défense commune, venait fortement réduire l'intérêt du renforcement d'une relation avec un ensemble qui ne pourrait jamais jouer un véritable rôle de sécurité en Asie.** Ca n'est que très récemment que Tokyo comme Bruxelles ont pris conscience de **la nécessité de sortir du carcan d'une relation**

quasi exclusive au niveau stratégique avec les Etats-Unis dans le cas du Japon et avec la Chine dans le cas de l'Union européenne.

Si dans un premier temps le seul contenu du « dialogue stratégique » nippo européen était le montant important de l'aide au développement japonaise versée aux pays de l'ex-Yougoslavie et, du côté européen la participation au kedo, les choses ont aujourd'hui considérablement évolué et, **lors du sommet Union européenne-Japon qui s'est tenu au mois de mai 2005, pour la première fois, la nécessité de « créer un partenariat efficace afin de tenter de résoudre des questions internationales essentielles » et de renforcer le dialogue stratégique sur l'environnement de sécurité en Asie orientale était fortement souligné,** élevant brutalement la relation Japon-Union européenne à un niveau jamais atteint sur le plan stratégique.

Par ailleurs, en dehors de cette dimension de sécurité en Asie, **les positions de Tokyo sur un certain nombre de dossiers sont en réalité très proches de celles de l'Union européenne,** même s'il est difficile aujourd'hui pour l'archipel d'échapper à la nécessité absolue de préserver sa relation de sécurité avec les Etats-Unis. Ainsi, sur la question de l'Iran, le Japon partage les analyses européennes, de même que sur celle du conflit israélo-palestinien. Et, **si Tokyo doit manifester sa solidarité avec son allié américain par le maintien de troupes en Irak, Les doutes exprimés à Tokyo sur l'évolution de la situation irakienne sont proches de ceux exprimés à Paris ou à Berlin**

Les ambitions internationales de Tokyo et l'Union-européenne

Le renforcement des liens au niveau stratégique entre Tokyo et Bruxelles accompagne également l'évolution de la stratégie de politique étrangère du Japon qui entend aujourd'hui affirmer ses positions et retrouver un statut « normal » sur la scène internationale. Si sans doute le moteur de ces ambitions se trouve en Asie dans la relation conflictuelle avec Pékin, **Tokyo cherchant à s'affirmer face à une Chine perçue comme menaçante,** l'expression de ces ambitions japonaises est beaucoup plus globale et **nécessite la mise en place de stratégies acceptées si ce n'est coordonnées avec d'autres pôles de puissance tels que l'Union européenne.**

La question de l'ONU

Au sein de l'Union européenne, trois pays membres occupent une place significative dans la stratégie onusienne de Tokyo. **L'Allemagne** tout d'abord, avec laquelle **le Japon a développé une stratégie commune au sein du G4 et qui partage par ailleurs avec Tokyo le même poids de l'histoire** et la même volonté d'échapper à la pérennisation du statut obsolète de «pays vaincu» de la seconde guerre mondiale. Si ce dossier entre dans une certaine mesure en contradiction avec un agenda européen qui, dans l'idéal, aurait pu ambitionner un siège onusien pour l'Union Européenne, les blocages actuels du processus européen sont venu éloigner cette perspective facilitant les stratégies onusiennes nippo-allemandes.

La France de son côté, occupe avec l'Angleterre la position essentielle de membre permanent du Conseil de sécurité doté d'un droit de veto. Dans ce contexte, **le soutien de Paris à la candidature du Japon au sein du groupe du G4, soutien qui est allé jusqu'au parrainage de la proposition du G4 a été fortement apprécié à Tokyo** et a également permis à Paris de démontrer que son intérêt pour la multipolarité pouvait échapper aux tentatives d'instrumentalisation mises en place par Pékin.

L'Angleterre, autre membre permanent occupe également à ce titre une place importante dans la stratégie onusienne de Tokyo, mais **Londres, s'il soutient la candidature du groupe du G4 n'est toutefois pas allé jusqu'au parrainage reflétant peut-être ainsi les réticences inavouées de son allié américain**. Mais, en liaison avec cette candidature, il est indéniable que le soutien français, surtout mesuré à l'aune du blocage chinois ouvertement hostile au Japon mais également à l'aune des « maladroites » voulues ou non de Washington, ne peut que renforcer le poids de la France dans la stratégie extérieure de Tokyo.⁵⁸

La politique africaine du Japon

La stratégie africaine de Tokyo, qui là encore tend à se distinguer de celle des Etats-Unis notamment en ce qui concerne la question du renforcement des programmes d'aide, mais qui se distingue également de la stratégie très « utilisatrice » et prédatrice de la Chine vis-à-vis de

⁵⁸ En proposant d'une manière surprenante, dans une sorte de « baiser de l'ours » mortel, d'intégrer uniquement le Japon et « un autre pays » au sein du Conseil de sécurité, brisant ainsi l'alliance du groupe des quatre les Etats-Unis n'ont en réalité qui mis Tokyo dans l'embarras et rendu un peu moins plausible l'hypothèse d'une réforme rapide de l'ONU.

l'Afrique, est un **autre élément qui nourrit la relation entre l'archipel et l'Union Europe et tout particulièrement une fois encore la relation entre Tokyo et Paris.**

La dimension militaire du « maintien de la paix », où l'expérience française sert la volonté de Tokyo de renforcer son action en la matière, et le rôle essentiel joué par la France dans le maintien d'une certaine stabilité sur le continent africain constituent d'autres éléments qui peuvent nourrir le partenariat stratégique euro-japonais.

La question de l'embargo

Mais **c'est la question de la levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine qui a révélé – tant pour Bruxelles que pour Tokyo - la nécessité d'un dialogue stratégique plus approfondi entre l'Union européenne et ses Etats membres les plus influents et le Japon.** N'hésitant pas à fortement réaffirmer son opposition à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine lors du sommet nippo-européen du mois mai 2005, **le Japon souhaite établir un système de consultation spécifique sur les questions stratégiques en Asie avec l'Union européenne mais également directement avec la France.** Si cette initiative se rapproche de la volonté américaine de « consultation », **la dimension des préoccupations stratégiques spécifiques du Japon dans une relation de plus en plus conflictuelle avec la Chine comme l'ont démontré les évènements du mois d'avril 2005, doit être prise en compte.** Signe de cette tension croissante, la déclaration publiée à l'occasion du sommet du 2 mai 2005 a spécifiquement mentionné la question de l'émergence de la Chine et de son positionnement sur la scène internationale.

Conclusion

Dans ce contexte, **les liens avec la France occupent une place privilégiée, Paris détenant les clefs de l'ensemble de ces dossiers particulièrement importants pour Tokyo.** La capacité de « nuisance » de la France sur la question de la levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine a notamment permis de nourrir un dialogue stratégique plus substantiel que par le passé. **Ce dialogue permet par ailleurs à Paris de démontrer son attachement à un véritable multipolarisme en rééquilibrant des relations parfois jugées en Asie comme trop « exclusives » avec la Chine.** A ce titre, la poursuite et l'approfondissement réaliste du partenariat stratégique avec le Japon ne peuvent que servir les

intérêts d'une Europe dont la reconnaissance sur la scène internationale en tant qu'acteur significatif demeure à parfaire.

Note 12

Les paradoxes de la relation Russie-Japon

Les relations entre la Russie et le Japon demeurent marquées par un **paradoxe** : alors que **la question territoriale constitue toujours un blocage à la normalisation** soixante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, **les relations entre Tokyo et Moscou s'orientent aujourd'hui vers une forme de partenariat stratégique** qui ne dit pas son nom et un renforcement considérable des relations économiques. Cette évolution est étayée par un échange de visite intense au niveau politique, économique et même militaire. C'est ce paradoxe que nous tenterons d'éclairer ici.

La question des « territoires du Nord » : un problème insoluble ?

En dépit des progrès que nous analyserons ci-dessous, **la normalisation des relations entre Moscou et Tokyo et la signature d'un traité de paix demeure suspendue à la solution de la question des îles Kouriles** (territoires du Nord ou Hoppo ryodo en Japonais) qui demeure bloquée alors que la fenêtre d'opportunité ouverte pendant quelques mois par l'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine à l'automne 1991 (?) n'a pas été saisie.

Tant en Russie qu'au Japon, **le poids des opinions publiques, et notamment, dans le cas du Japon, l'influence de l'association des familles des victimes de guerre particulièrement influente au sein du PLD**, interdit en effet aux deux gouvernements de résoudre par le compromis une question dont les experts s'accordent – y compris au sein d'organismes proches au Japon de l'Agence d'autodéfense – pour reconnaître **le caractère obsolète et contreproductif en matière d'intérêt stratégique**.⁵⁹ Dans le cas du Japon, les circonstances de l'occupation des îles Kouriles par les forces soviétiques entre le 28 août et le 5 septembre 1945, c'est-à-dire après la fin de la guerre et les deux bombardements atomiques, vient toutefois fortement renforcer l'absence de légitimité des revendications russes.

En 2001, les premier ministre Mori et le Président Putin avaient proposés dans la déclaration d'Irkutsk de reprendre les bases de **la déclaration conjointe russo-Japonaise du 19**

⁵⁹ Entretiens au sein du NIDS, avril 2005, Tokyo.

octobre 1956, qui prévoyait le partage des îles en deux groupes, Habomai et Shikotan, les plus proches de l'archipel étant restituées au Japon après la signature d'un traité de paix, Kunashiri et Etorofu demeurant rattachées, comme les îles les plus septentrionales de l'archipel des Kouriles, à la Fédération de Russie.⁶⁰ Ces propositions ont toutefois suscité une vive opposition, autour de thèmes nationalistes dénonçant le « bradage de la Patrie » dans certains cercles politiques influents tant en Russie qu'au Japon, interdisant une solution du problème. Par ailleurs, à cette question strictement bilatérale s'ajoute tant dans le cas de la Russie que dans celui du Japon, celle de **l'insertion de la question des Kouriles dans une réflexion stratégique plus large qui touche à l'intégrité territoriale face à des enjeux plus importants comme ceux de la Tchétchénie pour Moscou, ou des revendications territoriales chinoises en mer de Chine pour le Japon.** La question des Kouriles pourrait en effet apparaître comme un modèle ouvrant la porte à d'autres revendications stratégiquement moins acceptables.

En l'absence de solution de la question territoriale, **les relations entre Tokyo et Moscou demeurent régies par la « déclaration conjointe du 19 octobre 1956 » qui mettait fin à l'état de guerre et rétablissait les relations diplomatiques entre les deux Etats dans l'attente de la signature d'un Traité de paix qui n'a toujours pas eu lieu.** Toutefois, après une longue période d'attentisme liée en partie au climat d'incertitude qui entourait la présidence Eltsine, la qualité et le volume des échanges se sont considérablement renforcés depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Putin.

Des relations en progrès constants

Les bases du partenariat

Outre la multiplication des échanges au plus haut niveau, la dernière visite étant celle du premier ministre Koizumi à Moscou à l'occasion de la célébration du soixantième anniversaire de la victoire en Europe à Moscou au mois de mai 2005, **les relations russo-Japonaises sont désormais régies par un « Plan d'action nippon-russe » de grande envergure signé au mois de janvier 2003 lors du sommet russo-Japonais de Moscou,** qui témoigne d'un fort volontarisme et touche à tous les éléments politiques, stratégiques,

⁶⁰ C'est ce qu'on a appelé la solution deux plus deux.

économiques, culturels, d'une coopération renforcée établissant pour chaque chapitre un Etat des lieux et lignes d'évolution.

La dimension stratégique du Partenariat

Elément particulièrement remarquable eu égard à l'absence de Traité de paix, **Moscou et Tokyo se considèrent aujourd'hui comme des « partenaires stratégiques » et partagent les mêmes positions sur un certain nombre de dossiers particulièrement importants.** Contrairement à la Chine, **la Russie a réaffirmé son soutien à la candidature du Japon au poste de membre permanent du Conseil de sécurité.** De même le Japon s'est prononcé en faveur de la participation de Moscou au dialogue ASEM. En dépit des contraintes posées par le Traité de sécurité nippo-américain, Tokyo a souhaité réaffirmer une communauté d'analyse avec Moscou concernant notamment l'importance du multilatéralisme et du rôle de l'ONU, ainsi que la nécessité de résoudre pacifiquement les crises du type de la crise nord-coréenne. De son côté Moscou déclarer « comprendre les positions du Japon sur la Corée du Nord ».

Plus concrètement, au niveau militaire, le scénario traditionnel des Livres blancs de la défense Japonais, prenant en compte les risques d'invasion du territoire par les forces soviétiques puis russes débarquant à Hokkaido, est aujourd'hui abandonné au profit de la prise en compte des deux menaces Nord-coréenne et chinoise, avec une traduction significative en termes budgétaires et de projet de développement. **La Russie, se trouve donc aujourd'hui intégrée à une réflexion plus large sur les « nouveaux risques » que Tokyo tente d'ailleurs de réduire en participant aux programme de démantèlement des forces nucléaires russes.**⁶¹

Le Général Tokuda, Commandant en chef des forces du Nord, s'est symboliquement rendu en Russie en 2004 où il a affirmé fortement que **la Russie n'était plus une menace.** Depuis 2001, **des visites de bâtiments Japonais ont également lieu tous les ans à Vladivostok base de la flotte russe du Pacifique.** Au mois de juillet 2005 une première unité des forces d'autodéfense se rendra également sur le territoire russe. Il y a donc des deux côtés une **forte volonté d'affirmation de l'entente nippo-russe, y compris dans le domaine stratégique et militaire.**

⁶¹ Les liens de la secte AUM avec la Russie avaient également poussé le gouvernement à se pencher sur la dimension « non traditionnelle » des risques en provenance de Russie et à développer une coopération dans le domaine de la lutte anti-terroriste.

Forte impulsion économique

Lié en partie au précédent facteur, **le développement des relations économiques entre la Russie et le Japon constitue un autre élément du renforcement du partenariat entre les deux pays.** Longtemps limités par une situation économique instable et les incertitudes d'un système légal embryonnaire et fragile, **les échanges commerciaux et les investissements Japonais en Russie se sont considérablement développés au cours des deux dernières années.**

Dès le début des années 2000, le couplage établi entre aide au développement et soutien aux investissements de la part du gouvernement japonais - élément essentiel pour garantir un minimum de sécurité aux entreprises Japonaises qui tentaient l'aventure russe - et normalisation des relations au niveau politique, avait été levé.

Reflète d'une **complémentarité indéniable** entre, la capacité financière de l'archipel et la volonté d'accès à un nouveau marché émergent pour les biens de consommation du côté Japonais, le besoin en capitaux, l'accès au marché Japonais pour les matières premières et l'énergie, ainsi que l'attrait pour des produits de consommation d'une gamme plus élevée notamment dans l'automobile du côté russe, **le commerce et les investissements ont connu une poussée très significative en 2004 même si le volume relatif, notamment au niveau commercial, demeure limité. En 2004, les échanges bilatéraux entre la Russie et le Japon ont augmenté de 42 % pour atteindre le chiffre encore modeste de 8, 8 milliards de dollars.**

Plus significatif, **les investissements Japonais en Russie se sont considérablement renforcés.** Un accord a été signé pour la construction d'une usine Toyota à Saint Petersburg et **le Japon est aujourd'hui le premier investisseur étranger dans l'Extrême-orient russe avec un montant de 820 millions de dollars en 2004.**⁶² Signe de cette synergie croissante, longtemps limitée aux préfectures bordant le mer du Japon et au commerce florissant des voitures d'occasion Japonaises, une ligne aérienne directe Vladivostok-Tokyo a été inaugurée au mois de juillet 2004. **Mais l'essentiel des échanges et des investissements repose sur le renforcement de la coopération en matière énergétique.**

Le secteur énergétique, où l'intérêt du Japon n'est pas nouveau, mais qui semble acquérir une dimension stratégique croissante, est en effet celui qui **concentre la très forte majorité des investissements Japonais dans l'Extrême-orient russe et notamment à Sakhalin** où Mitsui et Mitsubishi détiennent 45 % du groupe Sakhalin Energy et prévoient d'y investir plus

⁶² A titre de comparaison, les investissements américains dans la zone s'élèvent à 100 millions de dollars

de 10 milliards de dollars sur 10 ans dans un projet de développement gazier. Tokyo a par ailleurs surenchéri à plusieurs reprises afin de tenter d'emporter la décision des autorités russes quant au tracé du futur pipe-line devant relier Angarsk soit à Daqing en Chine soit à Nakhodka, vers le Japon, et au-delà l'ensemble du Pacifique.

Il semble qu'après que Yukos ait annoncé à grand bruit au printemps 2003 la signature d'un accord exclusif avec la Compagnie chinoise CNPC, premier de ce type signé par une entreprise privée, Moscou et Transneft, compagnie d'Etat concurrente de Yukos, aient opté pour une option japonaise financièrement plus alléchante à long terme, et qui a par ailleurs le mérite d'extraire le marché énergétique russe d'une dépendance trop étroite vis-à-vis de Pékin.

On se trouve donc ici très clairement dans un cadre d'analyse où la dimension de l'approvisionnement énergétique ne peut être dissociée de la dimension stratégique.

Les poids du facteur chinois

Outre les complémentarités économiques indéniables, notamment dans le secteur énergétique, **le facteur déterminant de ce partenariat renforcé demeure donc sans doute, tant pour Moscou que pour Tokyo, la volonté d'équilibrer une puissance chinoise qui inquiète.** Surtout, Moscou est conscient du fait que, au-delà d'un partenariat stratégique russo-chinois mis en avant à Pékin pour des raisons multipolaires, par les dirigeants chinois, ce sont les intérêts de la Chine seule qui priment tant au niveau stratégique qu'au niveau économique. Dans ce contexte, **il n'est pas certain que la RPC souhaite réellement participer à un véritable développement de l'Extrême-Orient russe qui viendrait renforcer le poids de Moscou en Asie.** Pour Pékin, les investissements proposés dans le domaine énergétique n'ont comme objectif que de capter les ressources énergétiques russes tout en liant Moscou aux intérêts de Pékin. C'est cette crainte en tous cas qui a poussé les autorités russes à reconsidérer les promesses accordées en matière de tracé de pipe-line à la Chine.

Les offres Japonaises à l'inverse, motivées à la fois par les besoins de sécurité énergétique mais également par la volonté d'équilibrer la puissance chinoise, ont le mérite pour Moscou de rendre possible le développement de l'Extrême-Orient russe en l'arrachant à une emprise chinoise peut-être fantasmée mais qui est prise en compte alors que Moscou, comme à l'époque soviétique ne dispose pas des moyens d'investir massivement dans un développement de la zone suffisamment attractif pour attirer de nouveaux habitants. Il faut noter en effet que, d'un point de vue démographique, et même si toute analyse mécaniste doit

être considérée avec prudence, **les déséquilibres sont immenses entre la puissance démographique chinoise d'un côté et l'Extrême-Orient russe qui, depuis 1990 perd 10 % de sa population par an.**⁶³

Moscou refuse donc de se laisser enfermer, au niveau énergétique comme au niveau stratégique dans un partenariat russo-chinois trop étroit.

Conclusion

En dépit de limites certaines, liées notamment à l'évolution des opinions publiques et à l'émergence d'un nouveau nationalisme Japonais et russe qui rend toute souplesse sur la questions des Kouriles difficile à mettre en œuvre, **le renforcement des relations entre la Russie et le Japon devraient donc se poursuivre, notamment tant que le facteur de la « menace » chinoise, sera présent.** Ce partenariat devrait s'exprimer à la fois en termes économiques mais également, au niveau stratégique, par un **renforcement de la coopération dans les instances multilatérales.** On peut toutefois supposer que Vladimir Poutine, qui souhaite voir la Russie jouer à nouveau un rôle significatif en Asie comme ailleurs, tentera de **préserver la marge de manœuvre offerte par la possibilité d'un jeu triangulaire avec Pékin et Tokyo** même si le président russe est conscient des formidables capacités d'action du Japon dans le domaine économique, sans commune mesure avec les possibilités et les volontés d'investissements de la Chine. C'est l'un des sens, sans doute, de la réunion à trois qui s'est tenue au début de l'année à Vladivostok entre les ministres des affaires étrangères russe, chinois et indien.

Le développement de l'extrême orient russe et le retour de la Russie en Asie repose toutefois **sur l'émergence d'une véritable régionalisation en Asie du Nord-est dont le Japon et – au-delà – son allié américain, sont les seuls à détenir, bien plus que la Chine, les vraies clefs économiques et stratégiques.**

⁶³ la zone occupe 35 % du territoire russe et ne regroupe que 5% de la population totale.

Le facteur des relations nippo-chinoises

Alors que jusqu'à une période récente les relations avec Taiwan se caractérisaient par leur dynamisme économique et leur prudence politique, il semble qu'on aboutisse aujourd'hui, dans un mouvement de balancier, à l'équation inverse, **avec un dynamisme économique qui a été transposé vers la Chine, Pékin est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Japon avec 165 milliards de dollars d'échanges en 2004, alors que le dynamisme politique lui s'est reporté en partie sur Taiwan.**

Ce dynamisme politique se reflète tout particulièrement dans les opinions publiques. Alors que, selon un sondage du quotidien *Sankei* plus de 64 % des Japonais se déclaraient favorables à l'indépendance de la démocratie taiwanaise, la RPC en revanche n'a jamais été aussi bas dans les sondages d'appréciation effectués au Japon.

Les relations entre Tokyo et Pékin, sont aujourd'hui au plus bas et les incidents se sont multipliés.⁶⁴ Les sujets de tensions régulièrement mis en avant vont des questions énergétiques aux incursions maritimes en passant par le rappel constant du passé, où, au Japon, les visites au Temple de Yasukuni.

Dans ce contexte, **Tokyo a radicalisé sa politique « chinoise »**. L'aide au développement est aujourd'hui remise en question. Sur la scène internationale, le Japon du premier ministre Koizumi affirme de plus en plus clairement son désir de « normalité » y compris militaire en participant activement -bien que dans des limites étroites -à la guerre contre le terrorisme au côté des Etats-Unis. Car la **dimension « stratégique » de la question taiwanaise a pris une importance nouvelle au fur et à mesure que la Chine multipliait les « gesticulations militaires » aux abords des côtes japonaises et renforçait d'une manière soutenue son effort de modernisation de ses capacités militaires.**⁶⁵

De son côté, le DPP et les autorités taiwanaises tentent d'engager le Japon dans une alliance stratégique encore plus étroite.

12

⁶⁴ Voir note 3 consacrée aux relations entre la Chine et le Japon

⁶⁵ Comme l'a démontré une nouvelle fois le dernier budget de la défense de la Chine qui devrait atteindre 30 milliard de dollars avec un taux d'augmentation de 12,6%.

La dimension stratégique de la question taïwanaise

Pour Tokyo, **la question de Taiwan revêt une importance stratégique** à plusieurs niveaux. En ce qui concerne **la sécurité des voies de communication**, par lesquels transitent par exemple 80 % des approvisionnement en énergie de l'archipel et une part majeure de son trafic commercial, **l'importance de Taiwan se renforce proportionnellement à l'agressivité de l'attitude de Pékin** et Tokyo s'inquiète tout particulièrement de la multiplication des incursions, jusque dans ses eaux territoriales, de la marine chinoise. Reflet de cette inquiétude, au mois de décembre 2004, le dernier Livre blanc de la défense du Japon mentionnait la nécessité, non-seulement de suivre les évolutions futures de la Chine mais, plus concrètement, de **renforcer les dispositifs en direction du Sud et de l'espace maritime.**

A un autre niveau **la question de Taiwan se rattache également à la consolidation de l'alliance avec les Etats-Unis.** La déclaration commune nippo - américaine du 19 février 2005, a à ce titre, profondément inquiété Pékin qui dénonce l'irresponsabilité et l'ingérence de Tokyo en dépit de la très grande mesure des termes utilisés. Pour la première fois dans cette déclaration, **la question de Taiwan a en effet été mentionné** dans la liste des « objectifs stratégiques communs » à Tokyo et à Washington même s'il ne s'agissait que « d'encourager la solution pacifique des questions concernant le détroit de Taiwan ».

Confirmant les inquiétudes de Pékin, Abe Shinzo, secrétaire général du PLD, déclarait immédiatement qu'il était impossible de laisser croire que le Japon et les Etats- Unis resteraient les bras croisés en cas d'attaque de Taiwan. Alors que, **lors de l'adoption des guidelines en 1997, qui prévoyaient un soutien logistique du Japon à l'allié américain «dans les environs du Japon » en cas de crise affectant la sécurité de l'archipel, Taiwan n'était pas spécifiquement mentionné, l'ambiguïté est aujourd'hui en effet pour une large part levée.**

Conclusion

Au-delà de la question de Taiwan, dont la légitimité démocratique est par ailleurs fortement renforcée aujourd'hui dans l'opinion publique japonaise, il s'agit donc pour le Japon à la fois de **consolider, par des mesures concrètes, l'alliance avec Washington,** mais également de

lancer un avertissement fort à une Chine qui semble aujourd'hui choisir, au moins avec Tokyo, la voie de la tension plus que de l'apaisement.

La dégradation des relations avec Pékin ne pourra donc que renforcer les liens entre Tokyo et Taipei, d'autant plus qu'en effet, pour le Japon, la question taiwanaise constitue un enjeu stratégique d'une importance majeure pour sa sécurité, qui explique les très fortes réticences de Tokyo -au-delà du principe de loyauté avec les Etats-Unis -devant la possible levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine. Toutefois, le soutien de Tokyo ne peut évidemment s'éloigner de la direction indiquée par les Etats-Unis concernant notamment le renforcement de la marge de manoeuvre diplomatique de Taiwan sur la scène internationale.⁶⁶ Dans ce contexte il n'est pas imaginable que Tokyo s'engage seul en faveur d'une déclaration officielle d'indépendance toujours considérée comme trop fortement crisogène. Ainsi, comme pour Washington, la priorité demeure à la préservation du statu quo.

⁶⁶ Tokyo, après la crise du SRARS, a toutefois fortement soutenu l'adhésion de Taiwan à l'OMS

